

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ANCIEN DROIT SUCCESSORAL

DE LA NORMANDIE

D'APRÈS LA COUTUME DE 1583

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

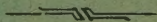
Le jeudi 23 janvier 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André SAILLARD

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
MEYNIAL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ANCIEN DROIT SUCCESSORAL DE LA NORMANDIE

D'APRÈS LA COUTUME DE 1583

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 23 janvier 1913, à 1 heure 1/2

PAR

André SAILLARD

Président : M. LEFEBVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
MEYNIAL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

L'ANCIEN DROIT SUCCESSORAL DE LA NORMANDIE

D'APRÈS LA COUTUME DE 1583

INTRODUCTION

Au ix^e siècle de notre ère, quand le flot des invasions semblait s'être arrêté sur les bords du Rhin, de hardis pirates venus du Nord, poussèrent leurs barques vers les côtes de France, entre l'estuaire de la Seine et la presqu'île du Cotentin. Partout sur leur passage, ils portaient la terreur de l'incendie et du pillage : Les bourgades dévastées, les églises mises à sac, les monastères pris d'assaut, tremblaient d'effroi à l'approche des Normands. Pourtant ces écumeurs de mer sont tentés par la richesse du pays ; et peu à peu ils ancrent leurs barques aux baies profondes de la Manche, pour se fixer près des fertiles prairies qui s'inclinent vers la côte. Ils pénètrent à l'intérieur, conquièrent et s'organisent sous l'autorité de leurs capitaines ; leur valeur batailleuse les fait redouter des puissances voisines ; leur chef Rollon s'impose au roi de France, et en 911 un traité de

Saint-Clair-sur-Epte réussit, par souplesse et ruse normandes, à changer son épée de chef de bandes contre les fleurons d'une couronne ducale.

Mais l'ambition des nouveaux ducs se trouve bientôt à l'étroit dans les limites du duché. Guillaume le Conquérant réunit les barques normandes pour aller conquérir de l'autre côté du détroit un royaume à sa taille !... La bataille d'Hastings livre l'Angleterre aux barons Normands en 1066 ; les ducs de Normandie, rois d'Angleterre, seront désormais des vasseaux plus puissants que leur suzerain le roi de France. Au *xii^e* siècle, Geoffroy d'Anjou s'empare de la Normandie, en soutenant les droits de sa femme l'impératrice Mathilde. Richard Cœur de Lion, étant mort sans descendants, devait avoir pour successeur au duché, Arthur de Bretagne qui représentait son père Geoffroy, troisième fils de Henri II Plantagenet. Mais Jean sans Terre, dernier fils des Plantagenet fit assassiner Arthur son neveu au pont de Montereau et fut proclamé duc à Rouen, contrairement aux principes de la Coutume normande. Philippe-Auguste, son suzerain, profita de cette violation du droit pour intervenir dans le duché et le rattacher au royaume. (*xiii^e* siècle).

La Normandie se détacha à nouveau à la couronne pendant la funeste guerre de Cent ans ; enfin les conquêtes de Charles VII la ramenèrent d'une façon définitive sous la domination française.

A travers ces longs siècles de guerres incessantes, les Normands, belliqueux d'origine, devinrent féodaux

jusqu'aux moelles ; la force des armées du duc réside dans le groupement des seigneurs de fiefs, rassemblant leurs troupes à l'appel du suzerain. Qu'il s'agisse de partir en conquête ou de défendre le sol normand, c'est du château fort que retentit les cliquetis des armes. Autour de ses murailles, s'abritent les maisons des bourgeois, des fermiers et des serfs ; tout ce monde se réfugie derrière elles aux approches de l'ennemi. Le seigneur est le chef de bataille et le maître des terres que ses tenanciers défrichent sous la protection de son épée.

L'agriculture se développe ainsi malgré les guerres continuelles (1) ; le commerce souffre davantage ; la terre est la grande nourricière des Normands, qui s'y attachent jalousement. Les grosses fortunes se composent d'immeubles que la famille conserve et se transmet de père en fils ; les seigneurs portent le nom de leur terre ; un fief s'entend d'un certain domaine entourant un manoir ou château. La race normande se révèle laborieuse, économe jusqu'à l'avarice, socieuse avant tout de conserver intact et d'agrandir le patrimoine familial.

Ces traits de mœurs et de caractère, lentement dessinés au cours des âges, formèrent peu à peu une Coutume normande, imprégnée d'idées féodales et terriennes. Dès avant le xii^e siècle, une Coutume était rédigée par quelque praticien : *Le Très Ancien Cou-*

1. Voir L. Delisle : Etudes sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au Moyen-Age.

tumier de Normandie. Puis, au milieu du xii^e, les besoins de la pratique firent naître le *Grand Coutumier*, œuvre privée, mais qui jouit bientôt d'une grande autorité dans toute la province. Les arrêts du Parlement de Rouen construisirent une jurisprudence bien établie sur les principes généraux de la Coutume, de sorte que la Normandie ne souffrent guère de l'absence d'une rédaction officielle. Celle-ci se fit attendre jusqu'en 1583 alors que Melun, Orléans, Paris, possédaient depuis longtemps des coutumes écrites et mêmes réformées : Le premier texte d'Orléans est de 1509, le second de 1583. A Paris on revise dès 1580 la première Coutume de 1510. L'œuvre normande, dernière venue en date, ne copia pourtant en aucune façon les textes antérieurs ; elle reflète exactement l'âme de la race, composée de vieilles idées germaniques, de fierté féodale et d'attachement aux liens de famille.

C'est ce caractère original de la Coutume de 1583 qui en rend l'étude particulièrement intéressante. On y découvre les mœurs anciennes d'une vieille province française ; en essayant d'en dessiner les traits, on crayonne un coin du tableau de la France d'autrefois. Chaque région traduisait ainsi dans sa Coutume, la vie de ses habitants ; aussi Voltaire pouvait dire : En pays coutumiers, on change de lois autant que de chevaux de poste. En Normandie même, l'unité provinciale n'existait pas. Un régime spécial séparait le pays de Caux du reste des autres bailliages.

Nous n'étudierons que la Coutume générale, dans le

texte de 1583, laissant de côté les variantes du pays de Caux et des contrées « tenant nature d'icelui ».

Nous avons essayé seulement, d'ailleurs, de présenter les institutions successorales normandes telles que les rédacteurs du xvi^e siècle les ont fixées pour l'avenir, sans rechercher leur lente élaboration coutumière au cours des siècles antérieurs (1).

1. Voir pour la Coutume Normande avant le xvi^e siècle : Ernest-Joseph Tardif, *Coutumiers de Normandie*, tome I, 1^{re} partie, le *Très Ancien Coutumier de Normandie*, texte latin, Rouen, 1881 ; *idem*, tome I, 2^e partie, texte français et normand. Rouen.-Paris, 1903.

P. Viollet : *Les Coutumiers de Normandie (Histoire littéraire de la France*, tome XXXIII) Paris, 1906.

L. Delisle : *Recueil de jugements de l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle*, Paris, 1864.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La Coutume de Normandie a posé les principes de la succession *ab intestat* dans quatre titres, d'importance inégale :

Des successions en propre et ancien héritage (art. 235 à 278) ;

Des successions en propre au bailliage de Caux (art. 278 à 304) ;

Des successions aux meubles et acquêts en ligne collatérale (art. 304 à 334) ;

Du partage d'héritage (art. 335 à 366.)

« *Le premier titre, dit Basnage, est destiné particulièrement pour la succession du propre en ligne directe et collatérale ; le second contient une espèce particulière de succéder et de partager qui est gardée dans le bailliage de Caux, et aux lieux tenant nature de Caux ; dans la troisième, elle règle comment on succède aux meubles, et aux acquêts en ligne collatérale ; enfin, dans la quatrième, elle fait le partage des héritages, tant pour les fiefs que pour les rotures et pour les bourgages (1).* »

Le seul énoncé de ces titres de la coutume annonce

1. Basnage. (1615-1695). *La coutume de 1533*. Introduction aux titres :
Des successions

nettement des règles bien tranchées pour diverses catégories de biens, qui composaient les fortunes de l'ancienne France : meubles et acquêts, biens propres, que cette coutume nomme habituellement héritages ; fiefs et rotures. Et de fait nulle autre coutume du royaume n'a plus nettement délimité ces catégories de biens, ni tracé pour chacune d'elles un ordre successoral plus distinct.

Avant d'aborder l'étude des dévolutions successorales, il convient donc de préciser ce qu'en Normandie on appelle biens propres par opposition aux meubles et acquêts (1).

L'esprit de la Coutume sur cette question capitale est d'être très extensif dans sa notion du propre ; elle vise à maintenir le plus possible dans les familles les biens qui en procèdent, pour que l'héritage transmis de génération en génération, reste intact à travers les mutations successives. La conservation des maisons est la pierre d'angle de tout le régime successoral normand ; nous en retrouverons le souci dans toutes les dispositions de la Coutume.

Les propres étaient des biens tenus de famille et qui devaient rester dans la famille. En principe, ce sont des immeubles, venus au *de cujus* par succession ou par donation d'un parent.

Quant à l'origine du propre par succession, l'article 247 de la Coutume dispose :

1. Voir, pour la Coutume de Paris, Ch. Lefèbvre, *Cours de doctorat sur l'ancien Droit des Successions*, Paris, chez Larose, 1912.

« Les biens sont faits propres à la personne de celui qui le premier les possède à droit successif (1). »

Cet article est expliqué par l'arrêt de règlement de 1666 (art. 46) :

« Tous biens immeubles échus par succession sont réputés propres, sans qu'il y ait distinction de propres naissants et anciens (2). »

Cette sous distinction des propres était au contraire faite dans la jurisprudence de la région parisienne, et les propres anciens seuls, étaient soumis aux règles précises de dévolution aux lignagers. En Normandie on a coupé court à ces difficultés par les articles 247 et 334 qui donnent ainsi la plus grande extension au propre, en le considérant comme constitué dès la première transmission successorale. Certaines Coutumes comme celle de Mantes, n'admettaient pas que la succession en ligne collatérale pût donner naissance à un propre ; seule la dévolution en ligne directe avait ce pouvoir ; l'immeuble ne devenait propre qu'après avoir fait souche dans la famille.

La Coutume normande considère le propre comme formé, suivant l'article 247, dès que l'immeuble a été transmis en ligne collatérale, aussi bien qu'en ligne directe.

La donation d'immeubles faite à l'héritier présomptif est propre et non acquêt, en ligne directe. Mais en Coutume de Paris :

1. Article 247.

2. Art. 46 du Règlement de 1666.

« Si le don est fait en ligne collatérale, à un parent qui n'est pas du côté et ligne d'où provient l'héritage donné, cet héritage est acquêt au donataire ; mais si le don est fait à un parent qui est du côté et ligne dont l'héritage provient, il est propre au donataire (1). »

En Normandie (2), « nous ne faisons point de distinction entre les donations faites en ligne directe à l'héritier présomptif et celles qui sont faites en ligne collatérale. »

La donation d'immeuble à l'héritier présomptif fait toujours un propre. L'importance des biens propres est ainsi plus considérable en Normandie qu'à Paris.

L'achat par un parent lignager d'un immeuble vendu dans la famille à un étranger, c'est-à-dire le retrait lignager, fait encore un propre.

Et à côté de ces propres réels existent en Normandie les propres fictifs, par échange et bail à rente d'un propre, enfin, les propres conventionnels par stipulations et conventions des parties. La Coutume ignorant la communauté entre époux, (art. 389.) ne distingue pas les propres de communauté et de succession : tous les propres le sont de succession.

La jurisprudence, n'a fait qu'accroître la tendance générale de la Coutume à conserver intacte la masse du patrimoine familial :

« Nos principes, déclare Basnage, sont fort opposés à

1. de Laurière (1659-1728) *Coutume de Paris*, sur l'art. 326

2. Basnage. Sur l'art. 247.

ceux de la Coutume de Paris, lorsqu'il s'agit de décider si un bien doit être réputé propre ou acquêt... Nous faisons les biens propres autant qu'il se peut (1). »

Dans le doute, on réputait tout bien propre, et propre paternel plutôt que maternel, par analogie avec la disposition de l'article 310, pour la succession des acquêts.

Les acquêts sont tous les meubles et les immeubles qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes ; ils sont venus au *de cujus* par achat ou don *commercia ut fortuna*.

L'opposition entre les deux sortes de biens est donc très nette en Normandie. Les propres, avec l'extention que leur donne la Coutume, composaient la meilleure part des fortunes ; ils représentaient le fruit du travail des aïeux ; aussi, leur régime de dévolution successorale est profondément distinct de celui des acquêts. Meubles et acquêts sont considérés comme les valeurs secondaires du patrimoine ; au contraire :

« La coutume qui se défie de la sagesse et de la conduite des hommes, prend un soin merveilleux de conserver dans les familles les biens qu'elle appelle propres (2). »

Les fiefs et rotures peuvent être de même propres ou acquêts ; mais en tant que fiefs et rotures, ils sont soumis en Normandie à des règles spéciales qui

1. Besnage. Sur l'art. 247.

2. Basnage. Introduction au titre : *Des successions*.

en font une deuxième catégorie, distincte des autres biens de la succession.

On oppose les tenures nobles ou fiefs, aux tenures non nobles ou roturières; les premières sont des terres ou droits immobiliers concédés par un seigneur de fief à son vassal, à charge de certains services; les secondes sont des fonds de terre tenus d'un seigneur moyennant des redevances en nature ou en argent. Fiefs veut dire aussi un domaine assez considérable avec château ou manoir. Le principal service dû au suzerain par son vassal est celui des armes : la féodalité est une nation morcelée, dont le fief est l'unité militaire ; plusieurs fiefs groupés autour d'une haute seigneurie forment un petit État dont l'armée est toujours prête à entrer en bataille. Aussi, la Coutume normande appelle le fief noble *fief de haubert*, et pour que celui-ci soit toujours en état de répondre à l'appel militaire du suzerain, elle pose pour lui des règles de dévolution successorale qui lui conserveront son caractère.

Parmi les tenures non nobles, la Coutume fait une classe à part des bourgages. Ce sont des immeubles, situés dans les faubourg des villes, qui ne sont pas dépendants d'un seigneur :

« *Le terme de bourg ou bourgage est venu des Allemands, dit Basnage, et en leur langue ce mot signifie ville. La Bourgogne porte ce nom parce que les Romains ayant fait retraite, y hivernèrent, faisant plusieurs bourgs et enclos où ils logeaient leurs troupes. Ceux qui sont en bourgages sont ceux qui jouissent*

des mêmes privilèges que ceux de la ville, qui ont même loi et mêmes coutumes, comme à Rome il y avait les incorporés à la ville qui jouissaient des mêmes privilèges. D'où il s'ensuit, que tout ce qui est dans le bourgage de la ville doit être réglé par les mêmes maximes (1). »

Les immeubles situés en bourgages ne sont pas soumis aux mêmes principes successoraux que les immeubles situés aux champs (v. art. 356).

Avec les bourgages, une distinction originale est celle des « ménages ou masures logées aux champs ». On appelait ainsi un fond de terre avec un bâtiment servant ordinairement de grange (v. art. 271).

Telles sont les diverses catégories de biens dont nous avons maintenant à étudier la dévolution successorale en Coutume de Normandie. Il importait d'autant plus d'en faire la distinction avant d'entrer dans l'étude des diverses ordres d'héritiers, que la Coutume fait des meubles et acquêts d'une part, des propres d'autre part, des successions séparées pour un seul *de cujus* : les héritiers d'un des groupes ne sont pas nécessairement en ordre successible quant aux autres, par le fait de leur parenté avec le défunt. Ainsi les héritiers des propres paternels peuvent ne pas être héritiers des propres maternels, ni des acquêts; leur droit est restreint aux biens propres de leur ligne. Faute de parents lignagers du côté paternel ou maternel, les biens tombent en déshérence faute d'héritiers, et retournent aux seigneurs... (art. 245).

1. Basnage. Sur l'art. 356.

Cette diversité de successions pour un même défunt n'a pas triomphé à Paris, malgré l'appui des idées de Laurière ; la jurisprudence parisienne admit l'unité de succession : à défaut de parents lignagers, les biens vont aux parents de l'autre ligne à titre d'acquêts. En Normandie, l'article 245 s'y oppose formellement, ce qui donne à la distinction des propres et des acquêts une importance successorale plus considérable qu'à Paris.

Après avoir ainsi précisé les espèces de biens qui composent une succession, nous pouvons étudier les principes de la dévolution *ab intestat*, en examinant la situation des trois ordres d'héritiers admis par la Coutume : descendants, ascendants, collatéraux.

Il faut noter quelques règles essentielles :

1° On ne succède point en Normandie à titre de mari et femme, *unde vir et uxor*. La situation de l'époux survivant est déterminée par des articles que la Coutume a classés sous les titres des successions et du douaire. Nous en ferons l'exposé à part.

2° La Coutume normande n'a pas un article formel pareil à l'article 299, de la coutume de Paris, pour décider que l'institution d'héritier n'a point lieu par testament ; mais son article 235 décide :

« *Le mort saisit le vif, sans aucun ministère de fait, et doit le plus prochain habile à succéder, étant majeur, déclarer en justice... s'il entend y renoncer* (1). »

Par là même, la Coutume ignore l'institution d'hé-

1. Article 235.

ritier testamentaire ; la succession *ab intestat* est la seule dévolution à titre universel après décès en Normandie, où le testament est frappé de prohibitions très restrictives.

3° A Paris, il n'y a pas de limitation de degré successible : pourvu que la parenté puisse être établie, le plus habile vient à la succession. On y trouvait l'avantage anti-fiscal, d'éviter le plus possible la déshérence et la dévolution des biens au seigneur haut justicier.

Une Coutume aussi féodale que celle de la Normandie, devait repousser une telle tendance. C'est un but tout contraire en effet que veut atteindre l'usage normand qui limite le degré successible au 7° degré de lignage. Cette limite franchie, la coutume estime que le lien du sang n'est plus assez fort pour baser la dévolution du patrimoine ; personne ne peut plus se réclamer d'un droit familial sur les biens du défunt : ceux-ci vont au seigneur.

4° Par les articles 273, 274, 275, la Coutume déclare incapable de succéder ceux qui ont fait profession de religion, les séparés pour lèpre, et les bâtards ; la jurisprudence n'accordait à ces derniers que des aliments.

CHAPITRE PREMIER

Les Descendants

Droit d'aînesse (1) : Etendue du préciput en fiefs.

Nature de ce droit

Exclusion des filles par les mâles.

Réserve des filles à partage

Les descendants partagent la succession par têtes sans distinction des propres et des acquêts. La représentation est admise en leur faveur jusqu'au 7^e degré. Elle permet aux petits-fils et arrières petits-fils de recueillir la succession des biens des aïeuls et bisaïeuls, en concurrence avec les fils du défunt plus proches en degré ; le partage se fait dans ce cas non par têtes mais par souches. Mais le partage égal entre fils admis depuis 1789, n'était aucunement le souci des anciennes Coutumes. L'idée maîtresse de l'ancien régime des successions visait, au contraire, à empêcher le morcellement du patrimoine du défunt ; spécialement en Normandie, la conservation des maisons domine toutes les règles successorales.

1. Voir, surtout pour les origines, la thèse de M. J. Porquet. *Le Droit d'aînesse dans la Coutume de Normandie*. Paris, 1912.

Et tout d'abord le père de famille étant disparu, la Coutume veut qu'un de ses descendants prenne sa place de chef. Elle en trouve un tout désigné, le fils aîné (art. 237).

« Le fils aîné, soit noble, ou roturier, est saisi de la succession des pères et mères après leur décès pour en faire part à ses puînés et fait les faits siens jusqu'à ce que le partage soit demandé par ses frères s'ils sont majeurs lors de la succession échue (1). »

Ainsi à l'aîné reviennent la saisine des biens héréditaires paternels et maternels et la jouissance des dits biens; il a le droit d'exercer toutes les actions relatives au patrimoine et d'y défendre. La fille aînée ne jouit pas des mêmes prérogatives qui reviennent au fils aîné par sa qualité de descendant et de mâle, le plus apte en général, par son âge à gérer les biens héréditaires...

L'article 238 accorde la même prérogative au fils du fils aîné pour en faire part à ses oncles... Et si l'aîné n'a pas d'enfants, le rôle d'aîné revient au second fils, suivant l'article 239 *et ainsi, subsécutivement des autres...* La fille de l'aîné, elle-même, malgré la défaveur générale dont son sexe est l'objet dans la Coutume, a *par représentation de son père, en ligne directe pareil droit de prérogative d'aînesse que son père eût eu* (2) (art. 240). Pareil pouvoir en faveur de l'aîné sur tous les biens de la succession,

1. Art. 237.

2 .Art. 240.

(art. 350) même *les lettres, meubles et écritures* (art. 351) ne se rencontre pas en la Coutume de Paris, où la saisine de l'aîné ne porte que sur les fiefs, dont il a ses préciput et part avantageuse.

En Normandie, « *la raison de cette disposition, dit Pesnelle, qui est suivie en la Coutume de Bretagne, par l'article 512, mais entre nobles seulement est rendue par d'Argentre... Cela a été établi pour éviter que les frères ne voulussent, incontinent après la succession échue, s'emparer de la part que chacun d'eux soutiendrait lui appartenir... On peut ajouter, parce que l'aîné doit pourvoir à maintenir et faire subsister toute la maison dont il est le chef,... il a été juste de le récompenser de tous ses soins et de la dépense qu'il doit faire (1).* »

Voici donc les biens de la succession pourvus d'un maître, qui a tout intérêt à en éviler le gaspillage, jusqu'au moment du partage entre frères. Mais les intérêts pécuniaires ne sont pas le seul souci d'un père de famille... et l'aîné à qui la Coutume en confère les avantages doit en supporter toutes les charges : il sera donc de droit le tuteur de ses frères mineurs (art. 237), et *les filles demeureront en sa garde jusqu'à vingt ans* ; c'est lui qui assumera la tâche si délicate de les marier *sans les déparager*, comme nous le verrons plus longuement dans la suite.

1. Pesnelle. *Coutume de Normandie expliquée* : 1^{re} édition 1704.
Sur l'art. 237.

Les aînés de Normandie avaient ainsi une lourde et belle mission à remplir : après le décès du père, ils deviennent l'âme de la maison.

L'aîné partage avec ses frères puînés les meubles et acquêts et biens propres de la succession... Parmi ces biens, il peut se trouver des fiefs... Ces tenures nobles dépendant du seigneur suzerain, par le contrat de foi et hommage, constituent, nous l'avons vu, l'unité du système féodal ; elles astreignent le vassal aux services de guerre, de justice, de conseil, d'aides féodales envers le suzerain. Par la dévolution successorale entre les descendants du vassal, le fief va-t-il être morcelé entre les fils ? Cette dévolution briserait la consistance du groupe féodal ; elle le décapi-terait en quelque sorte, en émiettant ses forces par une division égalitaire... La Coutume de Normandie, toute imprégnée d'esprit féodal, ne pouvait admettre ce système ; elle sacrifie le principe d'égalité entre les descendants à celui de la conservation intégrale des fiefs... (art. 346.)

« Quand il n'y a qu'un seul fief pour tout en une succession sans autres biens, tous les puînés ensemble ne peuvent prendre que provision au tiers à vie sur ledit fief, les rentes et charges de la succession déduites (1). »

Le fief unique revient à l'aîné ; lui seul sera le vassal du seigneur suzerain et il conserve dans la chaîne des tenures féodales, le fief des ancêtres non divisé.

1. Art. 346.

S'il y a plusieurs fiefs dans la succession (art. 337),
« *le fils aîné au droit de son aînesse, peut prendre et choisir, par préciput, tel fief en terre noble que bon lui semble, en chacune des successions tant paternelles que maternelles* (1). »

Tel est en Normandie, le préciput des aînés en fiefs. Sa Coutume veut, avant tout, le maintien de l'unité des fiefs, en faveur de celui des descendants qui peut le mieux en assurer les services féodaux : de l'aîné...

Cet esprit féodal est la marque distinctive des Coutumes de l'Ouest de la France : Normandie, Bretagne, Maine et Anjou. La Coutume de Paris, sous la dépendance royale, soustraite aux influences des grandes seigneuries vassales, fait moindre part au préciput des aînés. Dans son article 13 du titre *Les Fiefs*, elle donne à l'aîné par préciput : « *le château ou manoir principal et basse-cour attenant et contiguë au dit manoir... et en outre, un arpent de terre de l'enclos ou jardin joignant le dit manoir si tant il y en a...* » (2).

Pour le surplus, l'aîné doit récompense aux puînés.

Ce n'est donc plus, comme en Normandie, le fief total qui forme le préciput de l'aîné, mais la demeure de famille seule, *château ou manoir*.

« A Paris, et dans les régions coutumières de la France centrale, on avait trouvé trop dur d'exclure les autres enfants de tout partage du fief, et de les mettre

1. Art. 337.

2. Art. 13 de la Coutume de Paris.

aussi fortement à la discrétion de leur aîné, alors qu'il arrivait maintes fois que le fief comme domaine seigneurial, constituât toute la fortune de la maison. On admit donc un apportionnement moindre et d'ailleurs fort réduit, pour l'ensemble des puînés, sans reculer devant la crainte de voir ainsi se produire un émiettement des fiefs, que Beaumanoir signalait déjà comme une conséquence inévitable et fâcheuse de ces partages (1). »

Le souci du régime féodal a moins pesé sur les dispositions de la Coutume parisienne ; celle-ci tient surtout à l'idée générale de la conservation des maisons. Aussi, par ailleurs, elle est plus favorable pour les aînés quand la succession comprend plusieurs fiefs... elle veut conserver à l'aîné la plus large part du patrimoine. Dans son article 15, elle lui donne les deux tiers des fiefs, s'il y a deux enfants du défunt seulement, et la moitié s'il se trouve plus de deux enfants. Si un seul fief compose les successions paternelles et maternelles, sans autres biens, l'aîné peut le retenir, *sauf toutefois aux autres enfants leur droit de légitime, ou droit de douaire coutumier ou préfixe à prendre sur le dit fief...* (Art. 17.) (2).

En Normandie, la légitime des enfants n'est pas préférable au droit d'aînesse : que la succession comprenne un fief ou plusieurs, le préciput de l'aîné ré-

1. Ch. Lefèvre, *Cours de Doctorat sur l'Ancien Droit des Successions*, 1912, p. 129.

2. Art. 17 de la Coutume de Paris.

clame un fief entier dans chacune des successions paternelle et maternelle.

Ce droit d'aînesse exorbitant, que le régime féodal seul peut expliquer et légitimer, assurait ainsi à l'aîné par double préciput la totalité des successions de ses père et mère s'ils n'avaient laissé chacun pour tous biens qu'un fief... Aussi la Coutume apporte-t-elle une restriction à ce principe dans son article 347.

« Les successions paternelles et maternelles étant échues auparavant que l'aîné ait judiciairement déclaré qu'il opte par préciput un fief, ou gagé partage à ses frères en celle qui premièrement était échue, elles sont confuses et réputées pour une seule succession, tellement que l'aîné n'a qu'un préciput sur toutes les deux (1). »

La Coutume veut ainsi limiter les préciputs.

Les Coutumes de Paris et de Normandie, très différentes quant à l'étendue du préciput d'aînesse, ne le sont pas moins quant à la nature de ce droit.

« Tous fiefs nobles sont impartables et individus », dit l'article 336 de la Coutume normande, « car l'intention principale de la Coutume, n'a pas été de donner indispensablement un préciput à l'aîné, mais d'empêcher la division des fiefs (2). » Par conséquent ce droit de préciput n'est pas spécial à l'aîné : *« Et si en chacune desdites successions il y a encore autres fiefs nobles, les autres frères les peuvent choisir par*

1. Art. 347.

2. Basnage. Sur l'art. 337.

préciput selon leur aînesse, chacun en leur rang (1) ». (Art. 339). « *Cet article, remarque Basnage, prouve nettement que ce que la Coutume appelle un préciput en l'article 337, n'est proprement qu'un droit de choisir le premier un fief; puisqu'elle donne successivement ce droit de choisir aux frères, lorsqu'il y a plusieurs fiefs dans la succession; ainsi, l'aîné n'a en ce cas, d'autre prérogative sur ses frères que le droit de choisir le premier tel fief qu'il veut (2).* »

Pareille disposition destinée à la subsistance et conservation des fiefs dans leur intégrité ne se rencontre pas dans la Coutume de Paris. Celle-ci d'ailleurs fait du manoir principal et des deux tiers ou moitié des fiefs, dus à l'aîné, un véritable préciput. C'est pourquoi l'aîné ne contribue pas aux dettes de succession, pour toute sa part avantageuse; dans celle-ci, il y a deux portions distinctes, l'une est une part héréditaire égale à celle des puînés; l'autre, est un véritable préciput; aussi l'aîné ne supporte les dettes de la succession que sur la part égale à celle des puînés.

La situation est toute autre en Normandie (art. 338). « *Au cas que l'aîné choisisse ledit fief noble par préciput, il laisse le reste de toute la succession aux puînés. (3).*

Ainsi, « *le préciput donné par la Coutume dans l'article 337 n'est pas une avant-part comme en la Coutume*

1. Art. 339.

2. Basnage. Sur l'art. 339.

3. Art. 338.

de Paris, dit Basnage, c'est la portion héréditaire, et c'est pourquoi l'aîné contribue aux dettes pro modo emolumenti... car puisqu'il prend le fief pour son partage, il doit contribuer à proportion de ce qu'il profite de la succession » (1).

Le préciput d'aînesse en fiefs étant ainsi établi par la Coutume normande, quelles en sont les garanties ?

Le père peut disposer de ses fiefs, en changer la nature, soit pour augmenter les droits de l'aîné, soit pour les amoindrir.

« Dumoulin et Godefroy ont soutenu que le père ne peut aliéner le fief au préjudice de l'aîné ; mais ceci est faux et la jurisprudence l'a jugé (2)... »

De même, le père peut augmenter le préciput de l'aîné en réunissant plusieurs de ses fiefs.

« Godefroy s'est trompé sur cet article en disant la chose impossible quand les puînés sont nés... »

Basnage cite un arrêt du 23 mai 1639 entre messire Baron de Prétot, aîné, et un puîné qui prétendit que le père ne pouvait avoir réuni le fief d'Anvers à celui de Prétot ; l'aîné eut gain de cause.

La jurisprudence est certaine dit Basnage. Néanmoins, le père ne pouvait par une donation ou un contrat de mariage, faire des avantages aux puînés au préjudice de l'aîné ; celui-ci recevait son préciput en fiefs, malgré les dispositions du père de famille qui aurait voulu assurer de son vivant le partage de

1. Basnage. Sur l'art. 338.

2. Basnage. Sur l'art. 337.

ses biens nobles entre ses fils... Le préciput en fiefs est ainsi une légitime féodale.

L'ainé peut-il renoncer volontairement à son droit d'ainesse avant la mort du père ? « *On ne l'admettait pas facilement*, dit Basnage, *malgré l'avis formel de plusieurs docteurs... Et, le Parlement de Paris, Louët l.E, n° 7, l'a jugé ainsi, que malgré toute renonciation, les droits de l'ainé demeuraient intacts et les dispositions faites en dehors du droit d'ainesse, sans valeur* (1). »

Après la mort du père, à l'ouverture de sa succession, l'ainé pouvait certainement renoncer. Mais alors le droit d'ainesse passe-t-il au second fils ou accroît-il à tous les puînés ?

L'article 310 de la Coutume de Paris dispose que : « *le droit et la part de l'enfant qui s'abstient et renonce à la succession de ses père et mère, accroît aux autres enfants et héritiers, sans aucune prérogative d'ainesse de la part qui accroît* (2). » Dumoulin au titre des fiefs (art. 13, l. 1. 27) dit que tous les enfants succèdent également sans droit d'ainesse car la prérogative est attachée à la personne de l'ainé qui se trouve le plus âgé et le plus habile à succéder, lors de la succession échue ; mais Brodeau sur Louët cite un arrêt de Paris qui décide que si l'ainé s'abstient sans aucun profit, le premier puîné succède avec droit de prémogéniture.

En Normandie, sans distinction, le second frère

1. Basnage. Sur l'art. 337.

2. Art. 310 de la Coutume de Paris.

entre toujours en place de l'aîné, par renonciation de celui-ci et peut prendre un fief par préciput. Ce qui le démontre, c'est l'esprit de l'article 339 qui donne aux puînés, chacun en leur rang, le droit de prendre préciputs toutes les fois qu'il y a fiefs dans la succession.

La Coutume de Normandie assure donc à l'aîné un préciput en fiefs considérable et tient avant tout à l'intégrité des tenures nobles. Elle a fait plus encore en faveur des aînés ; elle a voulu leur assurer une part immobilière dans le cas où la succession ne contient aucun fief (art. 356) : « *S'il n'y a qu'un manoir roturier aux champs, anciennement appelé hébergement, et chef d'héritage, en toute la succession, l'aîné peut avant que faire lots et partages, déclarer en justice qu'il le retient avec la cour, clos en jardin, en baillant récompense à ses puînés des héritages de la même succession, en quoi faisant le surplus sera partagé entre eux, également, et où ils ne pourraient s'accorder, l'estimation du dit manoir, clos et jardin, sera faite sur la valeur du revenu de la terre et louages des maisons.* (1) »

Ce préciput roturier se distingue donc profondément du préciput en fiefs... puisque l'aîné en doit récompense aux puînés sur les autres immeubles de la succession, et que d'ailleurs, il partage également avec les puînés les autres biens paternels et maternels. « *Le seul profit qu'il apporte à l'aîné consiste*

1. Art. 356.

en ce que la récompense n'est estimée que sur le prix du revenu et non sur la valeur intrinsèque du manoir (1). » Il faut d'ailleurs que le manoir soit situé aux champs et l'aîné ne peut prendre préciput roturier sur le manoir en bourgages.

Rien de pareil à ce préciput roturier dans la Coutume de Paris : La Coutume normande montre ici son désir constant de conserver dans son intégrité l'unique immeuble de famille, et pour ce faire, elle l'offre à l'aîné, s'il le veut prendre.

La détermination du préciput d'aînesse, si considérable en Normandie, définit la situation des puînés, dans le partage de la succession en ligne directe.

1° S'il n'y a aucun fief dans les successions paternelles et maternelles, tous les fils partagent également par têtes les biens du *de cujus*, meubles, acquêts et propres ; la représentation avec partage par souches, joue son rôle jusqu'au 7° degré.

2° S'il y a plusieurs fiefs dans la succession, l'aîné peut choisir par préciput tel fief qu'il lui plaît, un dans les biens paternels, et un autre dans les biens maternels, si les successions ne sont pas confuses. Alors tout le reste de la succession appartient aux puînés. *L'usage excepte les meubles qu'il partage avec eux*, dit Basnage. Ce droit de choix appartient d'ailleurs aux puînés, à leur rang, en suite de l'aîné jusqu'à l'épuisement des fiefs de la succession. Il faut bien noter que ce choix de préciput est une pure

1. Basnage, sur l'art. 356.

faculté pour tous les aînés qui peuvent s'en abstenir, pour partager les rotures, s'ils y trouvent plus d'avantages. La Coutume dit toujours : *peut choisir...*

3° S'il n'y a qu'un fief dans toute la succession sans autres biens, par suite du préciput d'aînesse, les puînés n'ont aucune part au patrimoine ; ils méritent alors leur nom de Cadets de Normandie, proverbial de pauvreté. Ils ne peuvent demander à eux tous qu'une rente viagère, du tiers de la valeur du fief, et encore, après déduction des rentes et charges de la succession dont leur misère supporte ainsi le poids. Basnage lui-même avoue : « *Ce droit de préciput est trop avantageux, lorsqu'il y a grand nombre d'enfants et que tout le bien de la succession consiste sur un fief* (1). »

La sage Coutume n'en a cure ; elle vise le but social de l'intégrité des fiefs et de la conservation des maisons, et pour l'atteindre, elle n'hésite pas à sacrifier l'individu. Les Cadets de Normandie, deshérités par l'article 346, trouveront bien dans la vie féodale l'emploi de leur noblesse pauvre... Déracinés du sol natal, ils iront se tailler quelque part en Europe, en Sicile ou ailleurs, un patrimoine à coups d'épées... S'ils ne deviennent princes, ils seront tout au moins des capitaines, hardis comme ceux de leur race, ou si leur âme est d'humeur plus pacifique, ils feront des gens de robe ou d'Église, aux Parlements et chapitres du duché !

1. Basnage, sur l'art. 337.

Les exemples sont éclatants et nombreux : En 1656, une famille bas-normande, voisine de Coutances, de Tourville, envoya l'un de ses puînés prendre la croix de Malte. Bientôt, le jeune homme se distingue à la poursuite des Barbaresques d'Alger ; son audace et sa valeur désignent en lui un chef ; et le modeste chevalier de Malte deviendra l'amiral de Tourville, commandant les escadres du roi, illustrant la marine française jusque dans ses revers : bel exemple de fortune des Cadets de Normandie.

Les cadets sont sacrifiés en fiefs aux nécessités du régime féodal et de la subsistance des patrimoines... ce sont pourtant des mâles qui porteront le nom de famille...

Cette sévérité de la Coutume contre les fils fait prévoir des dispositions successorales bien dures pour les filles : leur sexe les rend naturellement impropres aux services féodaux, et le seigneur peut se défier du moindre attachement de leur mari au contrat de foi et hommage. Bien plus, les filles en se mariant, iraient porter dans une famille étrangère les terres de famille, reçues au partage des successions paternelles et maternelles ; c'est un danger pire pour la conservation des maisons que le morcellement du patrimoine entre les descendants.

La Coutume normande, si attachée au maintien du patrimoine familial, devait éviter à tout prix cette dispersion des biens qui ruinerait l'économie de tout son système. Elle a pris une décision très nette : *« Les filles ne peuvent demander ni prétendre aucune par-*

tie à l'héritage de leur père et mère contre leurs frères, ni contre leurs hoirs » (art. 249); et (357) « *les sœurs ne peuvent demander partage ès successions du père et de la mère...* » (1).

Tel est le principe normand de l'exclusion des filles par leurs frères, en ligne directe... On ne peut dire qu'il est basé exclusivement sur l'esprit féodal, car les filles ne sont pas seulement exclues des fiefs mais des tenures roturières. Cette défaveur pour les filles se relie certainement aux dispositions des lois Salique et Ripuaire ; mais elle les dépasse de beaucoup, car ces lois barbares ne visaient que la terre de famille, *aviaticum* les filles partageaient les acquêts avec leurs frères. En Normandie, c'est une exclusion absolue de toute la succession... L'idée de la conservation des maisons, seule, peut expliquer la faveur faite aux frères au détriment de leurs sœurs. Cette disposition de la Coutume lui a valu le nom de Coutume des mâles. Semblable prérogative de masculinité ne se rencontre dans aucune autre Coutume du royaume, avec une telle extension.

Et même pour les biens propres, l'exclusion des filles est encore étendue : ces biens forment vraiment le patrimoine de la famille, les immeubles venus des ancêtres, qui doivent rester dans la lignée mâle. A défaut des frères, les filles y succéderont-elles comme pour les meubles et acquêts, ainsi que nous le verrons bientôt ? La Coutume ne peut s'y résoudre tant

1. Art. 249 et 357.

qu'il y a des mâles descendus des fils; ces descendants ne devraient pas en principe exclure les filles car ils ne sont pas au même degré qu'eussent été les frères. Il n'importe à la Coutume; puisqu'ils sont mâles et descendants des fils, ils sont plus aptes que les filles à maintenir la consistance du patrimoine familial dans le lignage. Aussi, « *en succession de propres, tant qu'il y a mâles et descendants de mâles, les femelles et descendants de femelles ne peuvent succéder, soit en ligne directe, soit en la collatérale* (1) (art. 248). » L'origine de cette règle part évidemment des Coutumes germaniques et des lois barbares, qui excluait les filles de la terre de famille *avaticum*. La loi Salique disposait: « *De terra vero salica, nulla portio veniat mulieri, sed ad sexum virilem tota terra hereditas perveniat.* »

Les formules de Marculphe, livre 2, chapitre 12 nous montrent la réaction des chefs de famille contre cette exclusion des filles, par l'exemple des pères rappelant leurs filles en concurrence avec leurs frères. Et la Coutume de Paris suivant ce courant égalitaire, n'a pas retenu dans ses articles l'exclusion des filles, même pour les biens propres.

Mais les Normands, du fait de leur origine, connaissent cette dévolution germanique absolument mâle de la terre de famille; la loi des Saxons la pratiquait également. Notre Coutume a conservé dans l'article 248 un usage ancré dans les mœurs. Les

1. Art. 248.

Normands vont même sans doute plus loin que les anciennes lois barbares, car l'exclusion des filles de l'*aviaticum*, dans la loi Ripuaire, semble bien n'avoir lieu qu'à égalité de degré ; de même, les formules de Marculphe nous montrent des rappels à succession en faveur des filles, en présence de leurs frères, nullement en concurrence avec leurs neveux.

Au contraire, par l'article 248 normand, les filles sont exclues aux propres par leurs neveux fils de leurs frères ; et ainsi de suite tant qu'il existe des descendants de mâles jusqu'au 7^e degré. Il y a ici représentation de sexe : pour exclure les filles il faut être mâle et descendant de mâle ; et les mâles descendants des filles sont exclus par leurs cousins descendants des fils : « *car, dit Basnage, cette exclusion n'a lieu qu'en faveur des fils ou de leurs descendants mâles ; à leur défaut, les filles succèdent (1) »*.

En effet, l'exclusion des filles de la succession ne se justifie que par la présence de leurs frères et descendants ; mais si la Coutume ne peut choisir un mâle héritier du fief, du nom et des terres familiales, parce que le défunt n'a laissé que des filles, elle adopte le partage égal entre elles sans préciput d'aînesse. L'article 360 le dit pour les fiefs et l'article 336 ; « *Tous fiefs nobles sont impartables et individus. Néanmoins quand il n'y a que des filles héritières, le fief de haubert peut être divisé jusqu'en huit par-*

1. Basnage, sur l'art. 248.

ties, chacune desquelles huit parties peut avoir droit de cour et usage, juridiction et gages plèges (1). »

De sorte que le préciput d'aînesse en fiefs, est une faveur exclusivement réservée aux mâles. De même l'exclusion des filles par leurs frères est commandée par le principe de la conservation des héritages et de l'intégrité des fortunes. Ce sont les fils que la mâle Coutume fait les gardiens de la force des fiefs et de l'unité des maisons. Les filles destinées au mariage, sont naturellement incapables de jouer le même rôle ; c'est pourquoi la Coutume adopte pour les successions qui sont dévolues à elles seules, la règle du partage égal, même pour les propres, même pour les fiefs.

Nous avons vu que la représentation était admise en ligne directe ; ce qui corrige quelque peu la dureté excessive pour les filles de la faveur faite aux mâles. Ainsi, une fille qui n'a pas de frères, viendra à la représentation de son père, à la succession de son aïeul, en concurrence avec ses oncles, fils du défunt.

Bien plus, par une disposition remarquable en faveur de la représentation, la fille peut réclamer « *à la représentation de son père, tel droit de prérogative d'aînesse que son père eût eu* » (art. 240) (2).

Elle pourra donc prendre préciput en fiefs, malgré l'esprit féodal de la Coutume : c'est un effet des prin-

1. Art. 336.

2. Art. 240.

cipes de la représentation ; mais cette conséquence ne fut pas facilement acceptée en Normandie. Basnage critique vivement l'article : « *On peut objecter, dit-il, ... ces prérogatives d'aïnesse n'ayant été données à l'aîné que pour la conservation des familles, ce serait contrevenir à la pensée et à la fin de la loi que de les communiquer et de faire passer ces prérogatives aux filles, qui étaient naturellement incapables de conserver le nom et la grandeur de leur maison* (1). »

Conserver le nom et la grandeur des maisons, c'est bien la préoccupation maîtresse de la Coutume et le but de l'exclusion des filles par leurs frères ; la représentation y fait brèche ; aussi, l'article fut fort débattu à la réformation de la Coutume, dit Basnage ; il s'imposa par la force du principe juridique.

« *L'article passa néanmoins par cette raison de Dumoulin, que le droit d'aïnesse se communique et passe aux enfants, non point par transmission du père, parce qu'il n'y a rien eu, sed jure representationis et suo nomine... dans la ligne directe, la simple espérance est transmise aux descendants ; et, puisque par la Coutume générale de France, les filles sont capables de succéder aux fiefs, qu'elles n'en sont point exclues, que dans les cas où la Coutume a voulu favoriser les mâles, que la représentation a lieu en leur faveur, on ne pouvait leur ôter ce qui aurait appartenu à leurs pères* (2). »

1. Basnage, sur l'art. 240.

2. Basnage, sur l'art. 240.

En résumé la représentation permet aux petites-filles qui n'ont pas de frères, de succéder à leurs aïeuls à la représentation de leurs père et mère, et même de réclamer le préciput d'aînesse aux fiefs.

« J'ai remarqué ci-dessus, dit Basnage, que par la loi Salique, nulla in malieris hereditate transibat portio ; et que cette loi ne plut pas aux Gaulois et aux Romains... pour frauder en quelque sorte cette loi, les pères rappelaient et réservaient leurs filles à partage (1). »

Les formules de Marculphe, l. 2, C. 12, nous donnent l'exemple de ces rappels à succession, que la Coutume normande admet elle-même sous le nom de réserves à partage.

Art. 258. — *« Le père peut en mariant ses filles, les réserver à sa succession, et de leur mère pareillement (2). »*

« On peut conclure de cet article que les filles ne sont pas naturellement incapables de succéder, puisqu'il permet aux pères de les réserver à leur succession ; et au contraire, la Coutume approuve et favorise si fort cette réserve, qu'elle donne cette autorité aux pères de les réserver à la succession de leurs mères, ce qui est opposé en droit civil. »

Le père de famille peut donc rétablir l'égalité entre les descendants des deux sexes ; il faut d'ailleurs que sa volonté soit expressément traduite. Le père

1. Basnage, sur l'art. 258.

2. Art. 258.

ne peut simplement arbitrer les parts de ses filles sans les avoir mariées, ni réservées à partage; les pouvoirs du père sont illimités, à la seule condition qu'il marie sa fille de son vivant. Lorsqu'il a marié son enfant, il peut la réserver à partage même par testament suivant la jurisprudence.

D'ailleurs, le père peut réserver sa fille à partage dans tout acte, contrat de mariage ou autres actes entre vif, malgré le texte de l'article, qui paraît n'admettre possibilité de réserve que dans un contrat de mariage.

« La mère aussi (art. 259) après le décès de son mari, peut, en mariant ses filles, les réserver à sa succession; mais elle, ni pareillement le tuteur, ne peuvent bailler part à ladite fille, ni la réserver à la succession de son feu père (1). »

Les frères n'ont pas du tout la faculté de réserver leurs sœurs à partage, ou bien à leur choix de leur donner le mariage avenant.

Mais la fille réservée à partage n'est point pour cela sur le pied d'égalité avec ses frères :

Art. 269. — *« Les sœurs quelque nombre qu'elles soient ne peuvent demander à leurs frères ni à leurs hoirs, plus que le tiers de l'héritage (2). »*

Une sœur et un frère, seuls descendants ne partageront pas les biens propres de la succession par moitié. Malgré la réservation à partage, et parce que

1. Art. 259.

2. Art. 269.

celle-ci contrarie l'esprit de la Coutume, le mâle prendra dans notre hypothèse les deux tiers de l'héritage. Ce partage par tiers pourrait cependant être favorable aux filles si les puînés leurs frères étaient nombreux, en face d'une ou deux filles seules. Aussi, « *où il y aura plusieurs frères puînés et qu'en n'y aura qu'une sœur ou plusieurs, lesdites sœurs n'auront pas le tiers mais partageront également avec leurs frères puînés* » (art. 269).

De telle sorte que cette part du tiers aux biens propres doit toujours être moins favorable aux filles réservées que le partage égal.

La Coutume de Normandie ne se décide qu'imparfaitement à faire passer les immeubles de famille même aux filles réservées à partage ; c'est toujours le souci de la conservation des maisons.

Bien plus, deux autres dispositions marquent nettement le dessein de conserver intactes les exploitations agricoles (art. 270) : *Les frères et les sœurs partagent également les héritages qui sont en bourgages au cas que les filles fussent reçues à partage* (1).

Nous avons vu que les bourgages sont des immeubles situés dans les faubourgs des villes ; ils restent donc en dehors et des exploitations rurales et des tenures des seigneurs : double raison d'un partage égal entre les descendants.

Au contraire, « *les sœurs ne peuvent rien demander aux manoirs et masures logés aux champs, que la Cou-*

1. Art. 270.

tume appelait anciennement ménages, s'il n'y a plus de ménages que de frères ; pourront néanmoins prendre part ès maisons assises ès villes et bourgages »(1).

Cet article s'entend des sœurs admises à partage ; il montre d'une façon frappante la volonté d'empêcher le morcellement des entreprises agricoles en Normandie : Ces immeubles, manoirs, masures, sont les centres de l'exploitation rurale ; ils servent à engranger les récoltes, et à loger le personnel de la ferme. S'ils passaient au tiers des filles réservées à partage, la part des frères serait profondément amoindrie, comme valeur du domaine agricole. La coutume assure donc les ménages aux frères. Ceux-ci ne sont pas tenus de récompenser leurs sœurs des manoirs qu'ils choisissent, s'il y a plus de manoirs que de frères, ceux-ci peuvent en prendre chacun un par préciput, et sans récompense.

En dehors des biens propres, les filles réservées à partage ont leur tiers sur les meubles et les acquêts car, la volonté de la Coutume fait du tiers de la succession, la part légitime des filles, comme nous le verrons en étudiant les articles 254 et 255, relatifs à leur mariage.

S'il y a des fiefs dans la succession quelle part la fille réservée y aura-t-elle ? (art. 361) « *La fille réservée aura sa part sur la roture et autres biens s'il y en a, sinon sur le fief, lequel pour le regard de ladite fille, est évalué en deniers, pour ce qui lui peut ap-*

1. Art. 271.

partenir, pour en avoir rente au denier vingt (1). »

Il faut donc examiner la qualité des biens de la succession. Il y a fief et rotures, ou bien un fief seulement.

S'il y a fief et rotures, la fille aura-t-elle part seulement sur les rotures ou sur le fief si besoin est ?

« Cela serait peu naturel, dit Barnage, car la réserve à partage ne peut donner à la fille d'autre avantage que de la rétablir dans le droit commun, en la rendant capable de succéder aux mêmes conditions que ses frères. Or, puisque les frères, quand l'aîné a pris le fief par préciput, sont contraints de se contenter des rotures, ou de demander provision à vie sur le fief, la prétention de la fille réservée ne doit pas s'étendre plus loin (2). »

On peut donc envisager diverses hypothèses :

1° Il y a un fief opté par l'aîné et des rotures ou autres biens immeubles. La fille réservée à partage, ne peut avoir part que sur la roture et non sur le fief. Si les rotures sont de minime valeur, et qu'il n'y ait qu'une fille, elle pourra abandonner les rotures pour prendre part sur le fief. Mais, s'il y a des puînés qui se contentent des rotures, elle ne pourra y renoncer pour revenir demander le tiers du fief en propriété ; elle suit la condition des puînés.

2° S'il n'y a qu'un ou plusieurs fiefs et des rotures qui soient mis en partage, sans aucune option de fiefs

1. Art. 361.

2. Basnage, sur l'art. 361.

de la part des frères, les sœurs réservées ne peuvent entrer au partage des fiefs. Notre article 361 décide que les filles n'ont part aucune aux fiefs mais sur les rotures seulement ; on estimera en deniers la part qu'il leur revient, pour être payée avec des biens de succession ou une rente au denier vingt.

3° Lorsqu'il y a des frères puînés et que toute la succession consiste en un fief opté par l'aîné, la fille doit-elle avoir le tiers du fief en propriété en contribuant seulement pour ce tiers à la provision à vie des puînés ? ou bien son tiers supporte-t-il seul cette provision ? Les commentateurs ne sont pas d'accord : les uns soutiennent que la fille réservée à partage ne peut être mieux traitée que les puînés puisqu'elle jouit des mêmes droits, et que par suite, elle doit supporter seule la provision à vie des puînés ; l'aîné n'est tenu qu'à abandonner le tiers du fief (*Bérault.*)

Les autres estiment que l'aîné doit contribuer aux deux tiers de la provision des puînés, parce qu'autrement la fille réservée ne profiterait pas plus que si elle ne l'était pas (*Basnage.*)

Telle est la situation successorale des filles en ligne directe. Elle est particulièrement complexe.

Résumons en quelques mots les principes essentiels. Les filles sont exclues des successions de leurs ascendants par leurs frères. Pour les biens propres elles le sont aussi par les descendants des mâles. Elles peuvent être réservées à partage par leurs père ou mère : elles ont dans ce cas un tiers de la succession, excepté des fiefs qu'elles ne sont pas admises

à partager. La contrepartie de ces défaveurs est le mariage des filles dont la Coutume a pris un soin tout spécial. Les articles qui le réglementent tiennent une place très importante dans le titre des successions.

En somme, la tendance unique de la dévolution du patrimoine aux descendants en Normandie est le maintien de la richesse des familles. La Coutume le poursuit par une série de dispositions qui s'enchaînent et se complètent l'une par l'autre : exclusion des filles par leurs frères ; droit d'aînesse qui consacre en la personne d'un fils un nouveau chef de famille ; indivisibilité du fief ; maintien des propres dans la lignée mâle.

Ce sont les mêmes idées que nous allons voir dominer la dévolution du patrimoine aux ascendants et collatéraux.

CHAPITRE II

Ascendants et Collatéraux

Exclusion des ascendants par leurs descendants.

Ascendants :

Exclusion des ascendants non lignagers aux propres.

Ordre de succession des ascendants aux acquêts.

Collatéraux :

Dévolution des propres ;

1° Distinction des lignagers ;

2° Exclusion des filles par les mâles ; représentation de sexe à l'infini ;

3° Droit d'aînesse en ligne collatérale.

Dévolution des acquêts.

1° Exclusion des sœurs par les frères.

2° Limites de la représentation collatérale aux acquêts.

3° Préférence des paternels sur les maternels.

SECTION I

Ascendants

Lorsqu'aucun descendant ne peut réclamer la succession d'un défunt, les ascendants et les collatéraux sont appelés à la recueillir.

En Normandie, deux règles principales déterminent le droit de ces héritiers et leur combinaison fixe l'ordre de dévolution successorale entre les ascendants et les collatéraux du *de cujus*.

1° (art. 241) « *Père et mère, aïeul ou aïeule, ou autre ascendant tant qu'il y a aucun descendant de lui vivant, ne peut succéder à l'un de ses enfants* (1).

2° (art. 245) « *Les héritages venus du côté paternel retournent toujours par succession aux parents paternels, comme aussi font ceux du côté maternel aux maternels sans que les parents d'un côté puissent succéder à l'autre, en quelque degré qu'ils soient parents, ains plutôt les seigneurs desquels lesdits biens sont tenus et mouvans y succèdent* (2). »

L'article 241 exclut donc de toute la succession les ascendants du *de cujus* au profit des collatéraux, frères ou sœurs du défunt ou leurs descendants. C'est une faveur faite aux jeunes générations ; elle se comprend assez dans une société féodale, où l'élément militaire et guerrier domine par dessus tout. La Coutume fait place aux jeunes, qui vont devenir des hommes de guerre, au détriment des aïeux, brisés par cent combats... Décision qui marque bien l'état d'esprit d'une race encore barbare et batailleuse. Il est impossible de ne pas la rapprocher de l'ordre successoral des anciens Germains, tel du moins que nous pouvons le deviner dans Tacite : « *Ils succédaient ainsi, dit-il, Liberi, fratres, patruli, avunculi.* »

1. Art. 241.

2. Art. 245.

On a douté qu'il faille prendre cette description à la lettre, et si les frères primaient vraiment les ascendants chez les Germains La Coutume de Normandie, par sa piquante analogie, paraît confirmer les paroles de Tacite ; d'autant plus que la conception successorale normande est plus voisine qu'aucune autre des vieilles rigueurs germaniques.

La Coutume de Paris, moins féodale, n'a jamais été aussi dure pour les ascendants. Dans sa première rédaction de 1510, elle n'excluait les ascendants que de la succession aux propres. Et cette défaveur ne se maintint même pas pendant toute la durée du xv^e siècle. Un mouvement d'opinion, appuyé par Dumoulin, en faveur des ascendants, leur donna pratiquement gain de cause lors de la deuxième rédaction en 1580. L'article 312 affirme bien encore : « *En succession en ligne directe, propre héritage ne remonte, et n'y succèdent les père et mère, aïeul, ou aïeule (1).* »

C'est la transposition d'une maxime féodale : *Feudum non ascendit*.

« *Le droit des fiefs, dit Laurière, a été étendu aux alleux, de là vient que les échoites en succession, ne remontaient point autrefois dans nos Coutumes... Mais à Paris et dans nos autres Coutumes, cet ancien droit est aboli, et la règle : Propre ne remonte, ne signifie à présent autre chose, sinon que le père ne succède point au propre maternel échu à son fils, ni la mère au propre paternel échu à son fils, si ce n'est au dé-*

1. Art. 312 de la Coutume de Paris.

faut des parents de l'un des côtés, selon l'article 329 et que les ascendants quoiqu'ils soient de la ligne, ne succèdent point au propre, tant qu'il y a des descendants en ligne directe, ou des collatéraux descendus du premier acquéreur en pareil degré avec les ascendants (1). »

D'ailleurs, la Coutume réformée de Paris réserve le droit des ascendants dans les deux cas pratiques de leur succession aux biens propres : celui où ils ont donné le bien à leur enfant (art. 312), et lorsqu'un retrait lignager avait été exercé par l'enfant (art. 315); suivant ce même article, l'aïeul succède à l'acquêt fait par son fils décédé, devenu propre naissant en la personne de son petit-fils, décédé sans enfants et sans frères.

A Paris, il reste peu de chose de l'ancienne exclusion aux biens propres des ascendants. La Normandie, au contraire, a conservé la défaveur pour les ascendants dans sa plus grande extension, englobant non seulement les propres, mais les meubles et les acquêts.

Après en avoir posé le principe, la Coutume en fait l'application dans les articles suivants :

Art. 242. — « *Les père et mère excluent les oncles et tantes à la succession de leurs enfants, et les oncles et tantes excluent l'aïeul et l'aïeule à la succession de leurs neveux et nièces, ainsi des autres...* (2) »

Art. 243. — « *Les oncles et tantes excluent les*

1. De Laurière, sur art. 312 de la Coutume de Paris.

2. Art. 242 et 243.

cousins en la succession de leurs neveux et nièces. »

Basnage explique clairement ces deux articles :

« Afin que l'on ne s'imaginât point que les ascendants fussent perpétuellement exclus de la succession de leurs enfants par l'article 241, et que sur ce prétexte, les oncles et tantes ne prétendissent les exclure, on ajouta l'article 242, par lequel les père et mère excluent les oncles et tantes de la succession de leurs enfants ; et comme les oncles et tantes tiennent lieu de descendants à l'égard des aïeuls et aïeules, il fut dit qu'en vertu de l'article 241, ils succèderaient à l'exclusion des aïeuls et aïeules. Et, parcequ'un neveu venant à mourir sans enfants, la succession pouvait être prétendue par ses cousins au préjudice de leurs père et mère, se fondant sur l'article 241 ; la Coutume pour lever cette ambiguité dispose en l'article 243 que les oncles et tantes succèdent à leurs neveux et nièces au préjudice de leurs enfants, cousins du défunt... contrairement à l'article 241... (1) »

En somme, un ascendant ne peut succéder à ses fils ou petits-fils que si tous les autres descendants lui manquent ou sont décédés...

Même dans cette unique situation, la vocation successorale de l'ascendant peut encore lui être enlevée pour les biens propres au profit d'un collatéral du fils défunt : ceci par suite de la deuxième règle posée par l'article 243 de la Coutume, ci-dessus rapporté : *« Les héritages venus du côté paternel retournent tou-*

1. Basnage, sur l'art. 243.

jours par succession aux parents paternels comme aussi font ceux du côté maternel aux maternels (1). »

Voici un bien maternel du descendant défunt ; le frère de la mère y succèdera plutôt que le père du *de cujus*. Il en serait ainsi dans la Coutume de Paris, puisque son article 326 pose, comme l'article 245 normand, la règle dévolutive *Paterna paternis... materna maternis*. Mais la question se pose de savoir si faute de tous parents du côté maternel ce propre maternel va être dévolu aux parents paternels du *de cujus* ? Primitivement, cette règle du lignage était d'application stricte ; les héritiers des biens propres devaient être les parents du côté où ces biens sont venus dans la famille ; cette situation patrimoniale est la seule base de leur vocation successorale : ils ne succèdent pas en tant que parents du *de cujus*, mais comme des les lignagers de ses propres. Aussi la Coutume normande ajoute à l'article 249 : « *sans que les biens d'un côté puissent se succéder à l'autre en quelque degré qu'ils soient parents ains plutôt les seigneurs desquels lesdits biens sont tenus et mouvans y succèdent...* (2) »

C'est aussi la disposition de la Coutume d'Anjou (art. 218), du Maine (art. 256), et de l'ancienne Coutume de Paris.

De telle sorte, que les ascendants non lignagers étaient primés dans la succession de leurs descendants, non seulement par les collatéraux lignagers, mais

1. Art. 245.

2. Art. 249.

aussi par les seigneurs suzerains. Comment une règle aussi dure avait-elle pu s'introduire contre les ascendants ? Elle ne s'explique que par son origine féodale : *« Ce que l'on nomme la loi des propres, dit Basnage, n'est autre chose que ce que l'on nommait autre fois la loi des fiefs... »*

« Les possesseurs des fiefs obtinrent avec le temps la pleine propriété ; les bénéfices ou les fiefs qui n'étaient que des simples usufruits pour un temps ou pour la vie du premier possesseur, furent donnés ses enfants, depuis à tous ses descendants, et enfin à tous ceux de sa ligne. »

« Quand donc les fiefs n'étaient donnés qu'à une certaine personne et à ses descendants, il fallait nécessairement que cette ligne venant à manquer, les choses retournassent à celui qui avait fait l'inféodation ou à ses représentants et par conséquent, on ne peut douter que cet ordre de conserver les biens dans les familles d'où ils étaient venus et cette règle paterna paternis, n'aient pris naissance avec l'établissement des fiefs... Pour approuver une loi si étrange qui préfère le fisc et les seigneurs aux proches parents de l'autre ligne, on n'a pu s'appuyer que sur cette loi des fiefs, qui n'en permettait la succession qu'aux personnes qui étaient comprises dans l'inféodation ; autrement les seigneurs n'eussent jamais été préférés aux parents (1). » De Laurière sur la Coutume de Paris soutient la même thèse de l'origine exclu-

1. Basnage. Introduction aux titres : Des successions.

sivement féodale de dévolution des propres aux lignagers *paterna paternis, materna maternis*... Et certes, le droit des seigneurs, faute de lignagers, montre bien l'influence de la loi des fiefs sur la loi des propres comme le dit Basnage.

Mais comment cette loi, issue des principes de concessions féodales, a-t-elle pu s'étendre au point d'englober tous les biens de famille, même les tenures roturières ? C'est ce que la loi des fiefs ne montre pas. Il faut reconnaître, pour expliquer cet événement, l'influence des idées germaines et franques qui avaient créé la notion du bien propre *aviaticum* terre de famille devant retourner toujours à la famille dont elle provient.

« Il n'est plus contesté que la distinction des propres et acquêts, de *l'aviaticum* et du *comparatum*, remonte jusqu'à l'époque franque. Or, une fois admise cette distinction, elle a bien pu entraîner d'elle-même spontanément, comme suite naturelle, cette autre idée de conserver le bien tenu de famille, du côté même d'où il est venu... La conjecture s'impose, car tout ce développement coutumier est bien en harmonie avec les idées de devoirs de famille et de disposition non libre, qui semblent provenues d'abord de la race et des coutumes franques. Autrement, comment concevoir que des règles sorties des fiefs ne se soient pas restreintes aux fiefs, comme il en a été de l'aînesse, et se soient si aisément étendues à toute terre, voire même aux rentes et offices (1). »

1. Ch. Lefèvre. *L'Ancien Droit des Successions*, 1912, p. 55:

La règle de dévolution des biens paternels aux parents paternels et des maternels aux parents maternels correspond ainsi merveilleusement à la nature du bien propre ; la loi des concessions de fiefs est venue sans doute confirmer ces principes, les fixer dans une formule précise. Mais l'ancienne Coutume de Normandie prouve l'antiquité de la loi des propres ; Basnage lui-même le reconnaît : « *Cette loi ne commença (suivant un auteur) que depuis l'ordonnance de Philippe le Hardi de l'année 1275 qui permit aux roturiers de posséder le fief... Cette opinion peut être réfutée par notre ancienne Coutume où dans le titre : Echéance d'héritage, la loi des propres est également établie tant pour les rotures que pour les fiefs (1).* »

Basnage conclut : « *La principale fin a été de conserver les biens de famille d'où ils étaient possédés.* »

L'extension des règles du fief à tous les biens propres, même roturiers, n'en était pas moins fort dure, surtout pour les ascendants non lignagers, exclus de la succession par les seigneurs. Aussi, un courant d'idées juridiques vint contrebalancer peu à peu les principes de dévolution des tenures nobles, dans les Coutumes où l'esprit féodal était le moins accusé. Après la première rédaction de la Coutume de Paris, Dumoulin combattit vivement l'exclusion des ascendants non lignagers par les seigneurs ; le Droit Romain lui fournissait des arguments, et le célèbre

1. Basnage, Introductions aux titres : *Des successions*.

jurisconsulte se vante d'avoir obtenu gain de cause par arrêt du Châtelet. Dans la deuxième rédaction de 1580, son opinion triompha complètement, pour tous les parents ascendants et collatéraux. Un article spécial le déclare : « *Et s'il n'y a aucuns héritiers du côté et ligne dont sont venus les héritages, ils appartiennent au plus prochain habile à succéder, de l'autre côté et ligne, en quelque ligne que ce soit* » (1 (art. 330 de la Coutume réformée de Paris).

Au contraire, la Coutume de Normandie, pénétrée d'esprit féodal, n'a jamais rapporté sa décision qui exclut les ascendants et tous parents non lignagers, de la succession aux propres, au profit des seigneurs.

Une dernière règle déjà rencontrée pour l'ordre des descendants et qui s'étendra de même aux collatéraux, complète la situation successorale des ascendants quant aux biens propres : « *En propres tant qu'il y a mâles ou descendants de mâles, les femelles ou descendants de femelles ne succèdent point* (2). »

Comme les femmes sont exclues par leurs frères et leurs descendants en ligne directe, elles le sont par les mâles dans la ligne ascendante pour les immeubles de famille. La Coutume des mâles applique ainsi son idée maîtresse dans les divers ordres d'héritiers.

Lorsqu'il ne s'agit plus de biens propres mais de

1. Art. 330 de la Coutume Réformée de Paris.

2. Art. 248.

meubles et acquêts, le principe de l'exclusion des ascendants par leurs descendants continue de s'appliquer, puisque l'article 241 ci-dessus étudié, s'étend certainement à toute la succession propres et acquêts. Mais la dévolution au lignage n'a plus de raison d'être hors des propres. La succession aux acquêts en ligne ascendante est acquise au parent le plus proche en degré comme en ligne collatérale. Quand donc les ascendants ne tombent pas sous l'exclusion de l'article 241, les plus proches, c'est-à-dire les père et mère, viennent à la succession des fils. Un principe normand favorise encore la branche mâle dans les partages : « *Les paternels préfèrent les maternels en parité de degré* (art. 310) (1). »

Cette maxime règlera aussi la dévolution des acquêts en ligne collatérale ; elle prouve la volonté persistante de la Coutume de donner à la lignée mâle la part importante du patrimoine, de confier à elle seule le soin de maintenir la puissance de la famille. Les articles 325 à 328 font l'application aux ascendants de la préférence dictée par l'article 310. D'après eux le père préfère la mère, mais la mère prime tous les ascendants puisqu'elle est plus proche en degré que ceux-ci ; l'aïeul paternel préfère le maternel, et l'aïeule paternelle prime elle-même le reste des ascendants.

En résumé la vocation successorale des ascendants est bien précaire en Normandie : ils sont ex-

1. Art. 310.

clus de toute succession en ligne directe par leurs descendants. S'ils ne peuvent se réclamer du droit de lignage pour les propres, ils se voient primés par des collatéraux lignagers, et même par le fisc. La dévolution successorale aux ascendants, en Normandie, constitue une véritable exception.

SECTION II

Collatéraux

Les collatéraux bénéficient des défaveurs de la Coutume envers les ascendants. Nous avons déjà vu qu'ils enlèvent à ceux-ci la succession d'un descendant par l'article 241 : « *Père et mère, aïeul ou aïeule ou autre ascendant tant qu'il y a aucun descendant de lui vivant ne peut succéder à l'un de ses enfants*(1). »

Par suite, un frère ou un neveu du fils défunt exclut les père et mère et autres ascendants de sa succession en ligne directe.

De même, pour les biens propres, les collatéraux lignagers excluent les ascendants non lignagers de la succession du *de cujus*, en vertu de l'article 245. Ainsi, un cousin maternel succède aux propres maternels au préjudice de l'ascendant paternel. Ces conséquences découlent des principes déjà établis pour la dévolution en ligne directe : il faut maintenant déterminer le régime successoral applicable aux collatéraux venant seuls à la succession.

1. Art. 241.

Les règles à suivre sont totalement différentes suivant qu'il s'agit de biens propres et de meubles et acquêts.

§ 1. — DÉVOLUTION DES BIENS PROPRES

Le principe essentiel pour les biens propres qui détermine les droits successifs des collatéraux, est la règle du lignage, déjà appliquée aux ascendants : « *Les héritages venus du côté paternel retournent toujours par succession aux parents paternels, comme aussi font ceux du côté maternel aux maternels, sans que les biens d'un côté puissent succéder à l'autre, en quelque degré qu'il soient parents, ains plutôt les seigneurs desquels lesdits biens sont tenus et mouvans y succèdent (1).* »

La nature des biens propres, restant la même quelle soit la qualité des appelés, les principes de leur dévolution s'impose aux divers ordres d'héritiers : ce sont des biens tenus de famille, qui doivent toujours aller aux parents du côté où ils sont échus dans le patrimoine. Il faut donc rechercher quels sont les collatéraux qui ont le droit de réclamer le bien propre à titre de lignager.

« *Il n'y a aucun controverse à cet égard dans la succession en ligne directe, observe Pesnelle, parce qu'il est évident que ce qui procède du père est paternel, comme ce qui provient du côté de la mère est mater-*

1. Art. 245.

nel. Toute la difficulté est à l'égard des successions collatérales (1). »

Les droits successifs des collatéraux viennent de leur situation dans la ligne paternelle ou maternelle. « La ligne est le dénombrement des personnes, conjointes par la consanguinité et qui descendent d'une même souche ; elle contient divers degrés. Le degré n'est rien autre chose que la génération ; la série des degrés est la suite des générations (2). »

Les Coutumes de France étaient fort divergentes sur la distinction du droit de lignage : les unes s'éloignant de l'idée de concession de fiefs, base de la révolution lignagère, élargissaient le cercle des collatéraux successibles ; ce sont les Coutumes de simple côte ; les autres, limitaient de façon plus stricte la règle du lignage telles que les Coutumes souchères et de côté et ligne.

Dans la Coutume de simple côté, *« il suffit de considérer la parenté de celui de la succession duquel il s'agit, sans remonter plus haut qu'à ses père et mère, et nullement aux autres ascendants comme aïeuls et bisaïeuls ; les parents desquels succèdent, suivant qu'ils sont plus proches du défunt, sans distinction ni recherche de ce qui était paternel ou maternel dans les biens de ces successions d'aïeuls ou des autres ascendants plus éloignés »* (3).

L'Anjou et le Maine, la Bretagne, suivaient cet

1. Pesnelle, sur l'art. 245.

2. Basnage, sur l'art. 304.

3. Pesnelle, sur l'art. 247.

usage ; le droit des successions y était plus simple à appliquer, les procès par suite moins fréquents, que dans les autres Coutumes.

Dans les Coutumes souchères en effet, « *pour être habile à succéder au propre, soit paternel ou maternel, il faut être descendu de celui qui a acquis les héritages, ou au moins de celui qui y a le premier succédé en la ligne directe. Et suivant cette opinion, un héritage n'est point réputé propre jusqu'à ce qu'il ait fait souche, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'on ait succédé en la ligne directe descendante, pour pouvoir être estimé paternel ou maternel* » (1).

La première Coutume de Paris de 1510 avait adopté ce système. On voit combien il resserrait la vocation des lignagers et en rendait la recherche difficile. Il fallait tout d'abord trouver l'origine du bien propre, tâche ardue s'il existait dans la famille depuis des générations ; ensuite établir la ligne des descendants de l'acquéreur primitif : cette époque était l'âge d'or des généalogistes !

Les seuls descendants de cet acquéreur pouvaient réclamer le bien propre, à droit de lignage ; à leur défaut, l'héritage tombait aux mains du seigneur ; c'était une solution logique dans la conception de la loi des fiefs, modèle de la loi des propres ; la tenure concédée au vassal, à ses fils ou à leurs hoirs, n'avait plus de base hors de la lignée directe. La propriété dérivée de la concession s'éteignait, et les biens de-

1. Pesnelle, sur l'art. 247.

vaient revenir au seigneur. Mais cette rigueur pour la parenté, jointe aux difficultés des recherches généalogiques, source de procès, amenèrent l'adoucissement de cette conception féodale.

La Coutume de Paris 1580, que nous avons vue par ailleurs rejeter la règle *Propres héritages ne remontent*, dans son sens étroit, primitif, élargit de même le cercle des lignagers en adoptant dans ses articles 326 et 329 le système de côté et ligne. « *Et quant aux propres héritages,... succèdent les parents qui sont les plus proches du côté et ligne dont sont advenus et échus au défunt lesdits héritages, encore qu'ils ne soient plus proches parents du défunt* (art. 326) (1). »

« *Et sont réputés parents du côté et ligne, supposé qu'ils ne soient descendus de celui qui a acquis l'héritage* (art. 329). »

Ces derniers mots marquent bien l'intention nette des réformateurs d'échapper aux principes des Coutumes souchères ; et la distinction des lignagers en est simplifiée d'autant.

« *Il faut être parent de l'acquéreur de l'héritage, sans qu'il soit nécessaire d'en être descendu,...* dit Pesnelle (2). »

« On peut s'expliquer ainsi le nom de Coutumes de côté et ligne, donné à celle de Paris et autres semblables. Ces termes semblaient avoir marqué la dou-

1. Art. 326 et 329 de la Coutume de Paris.

2. Pesnelle, sur l'art. 247.

ble condition exigée pour être lignager : de côté, c'est-à-dire qu'en supposant un bien, venu du père, il fallait d'abord être parent du *de cujus* par le côté paternel ; de ligne, en ce qu'il fallait être dans la ligne de parenté joignant l'acquéreur (1). »

La Coutume de Normandie, dans son article 245, ne s'est pas expliquée soigneusement sur le système qu'elle entendait appliquer à la distinction des collatéraux lignagers. Elle se contente d'y affirmer la dévolution des biens paternels aux parents paternels, et des biens maternels aux maternels sans plus amples renseignements. La jurisprudence résolut la question suivant l'esprit général de la Coutume : « *Cette opinion (système du côté et ligne) se divise en deux, dit Pesnelle. Car quelques-uns estiment qu'il suffit d'être parent de cet acquéreur, soit du côté du père, soit du côté de la mère, et c'est ce qu'on a suivi dans la Coutume réformée de Paris, comme enseigne Brodeau en son Commentaire de Louët, page 28. D'autres requièrent qu'on soit de la famille de celui qui a acquis l'héritage et c'est cette dernière opinion qu'on a suivie en Normandie (2).* »

Pesnelle cite l'arrêt de Graverel, du 20 décembre 1615, rapporté amplement par Basnage sur l'article 459 ; il fut donné au sujet du retrait lignager qui se juge par les mêmes règles que le droit de succéder, d'après les articles 479 et 476. La Coutume de

1. Ch. Lefebvre. *L'Ancien Droit des Successions*, 1912, p. 103.

2. Pesnelle, sur l'art. 247.

Normandie adopte le système de côté et ligne. Pour succéder aux biens propres, il n'est pas nécessaire de descendre de leur acquéreur primitif, mais seulement d'être son parent de côté et ligne. Toutefois, suivant la distinction rapportée par Pesnelle, si l'acquéreur primitif d'un propre est un aïeul paternel, les parents maternels de cet acquéreur ne sont pas lignagers pour la dévolution de ce propre. On déciderait de même, inversement, pour un ancêtre maternel : le parent paternel de l'acquéreur primitif n'est pas lignager quant aux propres de cette ligne.

Il faut être de la famille de celui qui a acquis l'héritage, dit Pesnelle.

Cette complication généalogique rapproche beaucoup la Coutume normande des Coutumes souchères. Elle a certainement causé l'erreur de commentateurs, tels que Pothier, qui se sont mépris sur la distinction du lignage en Normandie, et ont classé la Coutume comme souchère. Les auteurs normands basent leur opinion sur la jurisprudence, se réclamant du système de côté et ligne avec les particularités que nous venons de rencontrer...

A ce trait original de la Coutume normande, il faut joindre ici cet autre déjà signalé à propos de la définition des biens propres en Normandie : « *Les femmes n'étant pas le plus souvent héritiers en Normandie, et leur bien consistant en mariage avenant, c'est-à-dire en deniers payés au mari et remplacés sur ses biens, le Règlement de 1666, en l'article 103, expose une règle certaine : Quand il ne paraît pas évidemment que*

les biens proviennent du côté des femmes, ils doivent être réputés paternels (1). »

Rappelons que faute de collatéraux lignagers, les biens propres ne sont dévolus ni aux ascendants de l'autre ligne, ni aux collatéraux ; les seigneurs recueillent la succession, en Normandie, contrairement à la Coutume réformée de Paris.

De cet ensemble de règles, se dégage une dévolution des biens propres en ligne collatérale, plus étroite qu'à Paris ; car, par suite de la jurisprudence, décidant *qu'il faut être de la famille de l'acquéreur primitif*, les collatéraux sont moins nombreux à venir en ordre de lignagers. Et dès lors, la dévolution des propres aux seigneurs devient plus dure encore parce qu'elle se produira fréquemment. C'est la loi des concessions de fiefs appliquée aux biens propres dans sa rigueur absolue. La Coutume normande, dans cette dévolution au lignage, conserve un esprit féodal, dont la Coutume réformée de Paris s'est souvent débarrassée.

Lorsque les collatéraux sont ainsi appelés à la succession d'un bien propre, par les règles du lignage, une autre disposition de la Coutume s'adjoint aux précédentes, pour déterminer leurs droits. C'est l'exclusion *des femelles et leurs descendants pour les mâles et leurs descendants*, que l'article 248 impose en ligne collatérale comme en ligne directe. De sorte que les sœurs ne succèdent pas à leurs frères défunts ni à leurs

1. Pesnelle, sur l'art. 247.

sœurs, en concurrence avec un autre frère survivant. Et les neveux excluent leurs tantes de cette même succession, par le double jeu de la représentation et de leur propre masculinité ; toujours d'après cet article 248, les descendants des frères enlèvent la succession des propres aux descendants des sœurs, et les oncles du défunt eux-mêmes passent avant ses sœurs, à défaut de tous frères et de leurs descendants.

La Coutume normande n'a donc pas adouci ses rigueurs contre les femmes pour la succession en propre dans la ligne collatérale ; elle applique aussi rigoureusement ici son principe qu'en ligne directe, ascendante et descendante. En succession d'héritage, tout revient aux mâles. Le souci constant de conserver dans les familles les immeubles tenus des ancêtres, d'en éviter à tout prix le morcellement par les filles, guide la Coutume dans la dévolution successorale à tous les ordres d'héritiers.

Pour assurer ce maintien constant des propres dans la lignée mâle, la Coutume établit donc une représentation de sexe à l'infini en ligne collatérale, c'est-à-dire jusqu'au 7^e degré de lignage, limite des droits successifs en Normandie. Et cette disposition est remarquable en pays coutumier, où la représentation n'était admise généralement que d'une façon restrictive.

En ligne directe elle-même on l'ignorait à Paris aux xiv^e et xv^e siècle, comme le rapporte Jean des Mares, dans ses décisions notoires du Châtelet : « *Représentation n'a point de lieu ni en ligne colla-*

térale, ni directe (Décision 238)(1). » Il fallait des lettres formelles de rappel à succession. Mais sous l'influence des sentiments naturels, ces rappels étaient fréquents. Les formules de Marculphe en fournissent de nombreux exemples dès le ix^e siècle. Déjà en 593, le roi Childebert II avait essayé vainement de faire admettre la représentation en ligne directe en Autrasie. Au x^e siècle en Allemagne « *Othon I ordonna que la question serait décidée par le duel. Le champion qui combattait pour les oncles fut vaincu, et la représentation fut aussitôt admise en Allemagne et ensuite dans presque toute l'Europe* (2). »

Cette extension fut moins rapide que ne l'avance de Laurière, car en 1506, la Coutume de Melun, rejette encore la représentation en ligne directe ; la première Coutume de Paris l'adopte en 1510 après un débat contradictoire ; le texte d'Orléans reflète visiblement la pratique des lettres de rappel à succession *soit qu'elle ait été accordée ou refusée par pères et mères*. L'Ancienne Coutume de Normandie enfin, ignore toute représentation en ligne directe. Bien plus, en ligne collatérale, pour la dévolution des meubles et acquêts, la Coutume normande (1583) n'admet la représentation que d'une façon limitée en faveur des neveux et nièces, pour leur éviter d'être exclus par un frère ou une sœur du défunt ; et seulement dans ce cas, comme nous le verrons en étudiant la succession aux meubles et acquêts.

1. Jean des Mares. Décisions notaires au Châtelet.

2. De Laurière, sur l'article 319 de la Coutume de Paris.

Cette défaveur générale pour la représentation s'explique par raison féodale, car le partage par souches entraîne un morcellement des fiefs, qui détruit l'effet des droits d'aînesse et privilèges de masculinité. Les Coutumes, sous l'impulsion d'un sentiment naturel irrésistible, furent amenées, après de longs siècles, à concéder aux petits-fils les droits de leur père dans la succession des ascendants. Mais en ligne collatérale, les Coutumes s'efforcèrent de restreindre l'émiettement des patrimoines en n'admettant la représentation qu'au premier degré seulement.

La représentation à l'infini dans la ligne collatérale pour les biens propres, constitue donc une exception, marquante en France coutumière. C'est qu'elle se comprend très bien en Normandie et s'adapte parfaitement aux autres dispositions originales de la Coutume. Celle-ci a exclu les femmes de la succession aux propres héritages, en présence de mâles, dans tous les ordres de successibles. Et la représentation réalise autant que possible, le désir de la Coutume, puisqu'elle a lieu par sexe : les femmes sont exclues par les mâles et leurs descendants, les descendants des femmes par les descendants des mâles, grâce à la représentation jusqu'au 7^e degré, en ligne directe et collatérale.

Il est vrai que cette représentation de sexe peut se retourner quelquefois contre le but même visé par la Coutume. Ainsi, une fille, n'ayant pas de frères, représente son père dans la succession collatérale

d'un frère défunt; elle est dans la lignée mâle, et n'est pas exclue de la succession aux propres, suivant l'article 248, par ses oncles, frères du défunt; c'est une conséquence de la représentation. Nous l'avons trouvée identique dans la succession en ligne directe, et elle est formellement admise par l'article 240: « *Encore qu'il n'y ait qu'une fille de l'aîné, elle a par représentation de son père en ligne directe, pareil droit de prérogative d'aînesse que son père eut eù, et en ligne collatérale aussi pour le regard de la succession ancienne* (1). »

Loin d'être exclue par ses oncles, frères du *de cujus*, la fille peut donc à la représentation de son père, réclamer les droits d'aînesse eux-mêmes, en ligne collatérale, seulement pour les propres et anciens héritages, suivant les expressions de la Coutume.

Nous avons déjà appris de Basnage que cet article ne passa point sans¹ un vif débat. Cet auteur le critique lui-même, objectant que « *la raison seule de la masculinité qui se rencontrait en la personne du fils aîné, venant à cesser en la personne de la fille, elle ne pouvait représenter son père pour les choses qui sont expressément attachées et attribuées aux mâles.*

« *... Quand on réforma la Coutume, cet article fut fort débattu, car la Coutume de Normandie étant toute mâle, c'était s'écarter de ses principes et choquer la plus grande partie de ses dispositions que de faire*

1. Art. 240.

passer à une fille toutes les prérogatives de la primogéniture (1). »

Ceci nous montre que le droit d'aînesse existe en ligne collatérale. Il s'y combine avec l'exclusion des femmes par les mâles, et la représentation de sexe.

Tout est vraiment original dans cette succession des collatéraux aux biens propres : c'était déjà la façon particulière de déterminer les lignagers ; puis l'exclusion des femmes par une représentation de sexe à l'infini ; voici enfin le droit d'aînesse en ligne collatérale.

Cet enchaînement de principes, n'a point d'équivalents précis dans la Coutume de Paris. Les femmes n'y sont pas exclues par les mâles et leurs descendants, pour la totalité des héritages, mais seulement : *« aux fiefs, en ligne collatérale, les mâles excluent les femelles, en parité de degré (2). »* Deux différences essentielles séparent ainsi la Coutume parisienne du droit normand :

1° La faveur faite aux mâles s'étend à Paris aux seuls fiefs, non pas à tous les biens propres ; à tous les fiefs, d'ailleurs, même acquêts ;

2° Cette faveur n'a lieu qu'à égalité de degré ; les femmes ne sont pas exclues par les descendants des mâles, comme par la représentation de sexe en Normandie. L'article 323 de Paris, a pris soin de l'expliquer formellement : *« Et si en ladite succession,*

1. Basnage, sur l'art. 240.

2. Art. 25 de la Coutume de Paris.

il y a fiefs, les enfants des frères n'excluent leurs tantes, sœurs du défunt, ains y succèdent lesdites tantes de leur chef comme étant les plus proches, avec les enfants des frères. Et s'ils sont plusieurs enfants de frère, succèdent seulement pour une tête avec leurs tantes (1). »

« La raison, dit de Laurière, est qu'une personne morte qui est représentée ne doit point exclure une personne vivante; et que la représentation qui est une fiction, doit avoir moins d'effets que la réalité. De même et pour la même raison, que la représentation est un bénéfice qui permet de succéder, non d'exclure, la nièce issue d'un mâle, succédant à son oncle par représentation n'exclura pas aux fiefs, sa cousine représentant une tante (2). »

La Coutume normande, avons-nous vu, sans s'arrêter à cette idée de *fiction et de bénéfice permettant de succéder, non d'exclure*, admit pour tous les propres une représentation de sexe exclusive des femmes. Toutes les décisions de la Coutume de Paris sur ce point quant aux fiefs, reçoivent une solution opposée en Normandie, quant aux propres héritages.

« ... La prérogative de masculinité, combinée avec la distinction les fiefs propres et acquêts et aussi l'absence de représentation en collatérale, jusqu'au xvi^e siècle, ont dû longtemps prévenir le morcellement des fiefs, transmis par eschéance. Et il est à

1. Art. 323 de Paris.

2. De Laurière, sur l'art. 323 de Paris.

remarquer que Beaumanoir n'a point signalé l'es-chéance comme une cause d'émiettement, tandis qu'il l'a fait pour les partages plus fréquents, en ligne de descendance (1). »

Il semble que la Coutume parisienne soit ainsi plus soucieuse des besoins du régime féodal, en donnant faveur aux mâles en succession de tous fiefs, soit propres, soit acquêts... tandis que la Normandie établit sa représentation de sexe à l'infini pour tous les propres, laissant de côté les fiefs acquêts ; ces derniers se partageraient donc également entre les collatéraux. Il n'en est rien, car le droit d'aînesse intervient en ligne collatérale tandis que la Coutume de Paris le rejette par son article 331. « *En ligne collatérale, les héritages tenus et mouvans en fiefs, se partissent et divisent entre cohéritiers, sans droit ou prérogative d'aînesse* (2). » Seul, le privilège de masculinité existe en ligne collatérale pour les fiefs.

Au contraire, en Normandie *tous fiefs nobles sont impartables et individus*, suivant un principe général et absolu qui commande toute dévolution de fiefs, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale. La Coutume normande prouve ainsi qu'elle est en définitive beaucoup plus féodale que la Coutume parisienne.

Dans cette succession collatérale aux fiefs, qui ne doivent jamais être divisés, les aînés prendront les mêmes préciputs qu'ils eussent prélevés dans une suc-

1. Ch. Lefebvre. *L'Ancien Droit des Successions*, p. 147.

2. Art. 331 de Paris,

cession en ligne directe. Tout ce que nous avons dit, ci-dessus, sur l'étendue et la nature du préciput de l'aîné en fiefs, dans les successions des père et mère, s'applique aux frères en ligne collatérale.

La Coutume veut donc que les aînés¹ choisissent un fief par préciput dans les biens paternels, un autre dans les biens maternels s'il y a lieu. Cette faveur considérable assurera le maintien des familles nobles, dans leur unité de patrimoine. Toutefois, cette multiplicité des préciputs entraînerait un avantage trop considérable pour l'aîné des frères qui partagent entre eux tous une succession composée de meubles, acquêts et propres, avec des fiefs dans chacune. La Coutume y met sage tempérament (art. 318) : « *Les frères partagent entre eux également la succession des meubles, acquêts et conquêts immeubles, encore qu'elle soit située en Caux et lieux tenant nature d'icelui, sauf toutefois le droit de préciput appartenant à l'aîné, où il y aurait un ou plusieurs fiefs nobles (1).* »

Art. 319. — « *Et si en ladite succession, (collatérale) il y a propres qui soient partables entre mêmes héritiers, l'aîné ne pourra prendre qu'un préciput sur toute la masse de la succession (2).* »

Il s'agit dans les deux articles, de la succession d'un frère défunt, qui se partage entre frères et consiste en meubles et acquêts seulement, ou bien con-

1. Art. 318.

2. Art. 319.

siste en acquêts et propres, divisibles entre tous ces frères. Au premier cas, le partage est égal, sauf le droit de préciput de l'aîné dans les fiefs acquêts (art. 318). Au deuxième cas, l'aîné ne pourra prendre un préciput au propre, et un préciput ou part aux acquêts, ni un préciput aux acquêts, et une part ou préciput aux propres. Il ne peut avoir qu'un préciput sur toute la succession (art. 319).

Basnage discute longuement sur les mots : *propres qui soient partables entre mêmes héritiers...*, et veut donner droit à l'aîné, dans certains cas, de prendre deux préciputs. Pesnelle, le réfute vigoureusement : « *La Coutume*, dit-il, *a dit des propres partables; ce n'a pas été pour marquer de la différence entre les propres, ni pour en faire une distinction; mais elle ne l'a dit que par rapport aux héritiers et pour signifier seulement que quand le propre est partable avec les acquêts, (ce qui arrive quand il n'y a point d'héritiers différents, les uns aux propres, les autres aux acquêts) la succession du défunt n'est réputée, qu'une succession en laquelle, par conséquent, l'aîné ne peut prendre qu'un préciput* » (1) ... C'est l'explication la plus naturelle, répondant à cette nécessité d'éviter de multiples préciputs qui absorberaient toute la succession collatérale, au profit des aînés.

Ce droit d'aînesse en fiefs s'applique en Normandie, avons-nous vu, aux acquêts et aux propres. Mais la Coutume fait une distinction entre ces deux catégo-

1. Pesnelle, sur l'art. 319.

ries de biens, pour assurer davantage la dévolution du propre dans la lignée mâle, suivant son habituelle préoccupation. Aussi, les descendants de l'aîné peuvent, à la représentation de leur père, réclamer le même droit de préciput qu'il eût eu lui-même, en succession collatérale, pour les biens propres seulement. Ce principe n'est pas expressément formulé par la Coutume, mais nous pouvons le déduire facilement de l'article 240, étudié ci-dessus avec les objections de Basnage: « *Encore qu'il n'y ait qu'une fille de l'aîné, elle a par représentation de son père, en ligne directe, pareil droit de prérogative d'aînesse que son père eût eu ; et en ligne collatérale, aussi, pour le regard de la succession ancienne...* »

Si la fille de l'aîné elle-même, malgré la défaveur générale de la Coutume pour son sexe, peut, en ligne collatérale, réclamer pareil droit d'aînesse que son père eût eu, pour la succession ancienne, c'est-à-dire les propres, les fils de l'aîné doivent jouir pour les mêmes biens, de la même prérogative. D'ailleurs, l'article 308 confirme ce raisonnement par argument *a contrario* : « *Les enfants des frères aînés venant par représentation de leur père, ne prendront aucun préciput ou droit d'aînesse en ladite succession des meubles et acquêts ou conquêts, en ligne collatérale, au préjudice des oncles et tantes*(1). »

La Coutume réserve ainsi soigneusement le droit des représentants de l'aîné aux propres, en ligne col-

1. Art. 308.

latérale. Nulle part elle ne les a forclos du droit d'aïnesse ; au contraire l'article 240 va jusqu'à l'accorder aux filles, descendant des mâles. Et nous avons déjà rencontré sur cet article les protestations indignées de Basnage au nom de l'esprit général de la mâle Coutume.

Ce souci tout spécial d'assurer en dévolution de biens propres, la conservation du patrimoine dans son intégrité, autant qu'il est humainement possible, cadre parfaitement avec toute la série des mesures originales que nous venons d'étudier : Dévolution des héritages aux seuls lignagers strictement définis, exclusion des femmes et leurs descendants par la lignée mâle, droit d'aïnesse enfin des fils et de leurs représentants ; tout concourt pour cette succession collatérale, à conserver les héritages dans les familles, et à maintenir ce patrimoine dans une forte unité.

§ 2. — DÉVOLUTION DES MEUBLES ET ACQUÊTS

En succession de meubles, acquêts et conquêts immeubles, la Coutume va se départir quelque peu de son extrême rigueur pour les femmes. C'est qu'il ne s'agit plus maintenant des immeubles venus des ancêtres, base même de la richesse des familles et de la noblesse du nom. La Coutume considère meubles et acquêts comme les éléments secondaires des biens de succession. Toutefois, ils représentent une valeur patrimoniale qui peut même dépasser celle des propres.

Or, la Coutume n'a point que le seul souci de la conservation des héritages, mais celui des maisons en général ; elle appelle de ses vœux l'établissement de familles puissantes et leur enracinement dans le sol normand, pour y pousser de vigoureuses lignées. Elle entraverait cet effort, si elle faisait fi des richesses acquises par chaque génération, si elle les morcelait en ligne collatérale entre frères, sans droit d'aïnesse ; si elle les laissait désertier la famille avec les filles mariées co-partageantes.

Ce sont ces dangers que la sage Coutume s'est efforcée d'éviter en succession collatérale de meubles et acquêts.

I. — Au sujet des femmes, elle dispose (art. 309) : « *Les frères excluent les sœurs et les descendants des frères excluent les descendants des sœurs (1).* »

(Art. 317). — « *En ladite succession, il y a représentation de sexe, et les descendants des frères préfèrent les descendants des sœurs étant en pareil degré.* »

En ligne directe, qu'il s'agisse de meubles, acquêts ou propres, nous avons vu la Coutume normande exclure les sœurs, en concurrence avec leurs frères. En ligne collatérale, pour les biens propres, non seulement les frères, mais leurs descendants, recueillent la succession au préjudice des femmes, par la représentation de sexes, étudiée ci-dessus.

Notre article 317, pour les meubles et acquêts admet donc lui aussi une représentation de sexe

1. Art. 309 et 317.

et l'exclusion des filles par les mâles ; mais avec le correctif : *en pareil degré*. Cette dévolution des meubles et acquêts devient, par cette seule distinction, totalement différente des principes admis pour les biens propres. Elle ne permettra pas aux enfants des frères décédés, d'invoquer la masculinité de leur père pour exclure leurs tantes, sœurs du défunt. Ces descendants des frères peuvent seulement préférer les descendants des sœurs qui leur sont égaux en parenté avec le défunt ; sinon, étant les plus proches, les descendants des sœurs succèdent aux meubles et acquêts.

C'est que pour ces biens existe un principe général non formulé par la Coutume de Normandie, mais que l'article 317 respecte lui-même implicitement ; la Coutume de Paris, au contraire, l'a nettement exprimé en son article 325 : « *En ligne collatérale, les plus proches parents d'un enfant décédé sans hoirs, lui succèdent quant aux meubles et acquêts immeubles, sans exclure toutefois les enfants des frères et sœurs, venant par représentation comme il est dit ci-dessus. En dehors des cas de représentation, ceux qui sont en pareil degré succèdent par têtes, et les plus proches excluent les plus éloignés* (1). »

L'article 317 déroge à ce principe de partage égal des acquêts entre collatéraux à égalité de degré, en excluant les sœurs au profit des frères, et les descendants des sœurs au profit des descendants de frè-

1. Art. 325 de la Coutume de Paris.

res. Mais l'article respecte le principe en limitant sa défaveur pour les femmes entre collatéraux, parents à égal degré avec le *de cujus*, en prenant donc le contrepied des décisions données pour les biens¹ propres.

La représentation juridique issue du droit romain, dans les limites où nous la verrons admise en cette succession collatérale ne donne pas droit aux représentants d'invoquer le sexe du représenté pour exclure les femmes plus proches en degré : « *Et où il n'y aura qu'une ou plusieurs sœurs du défunt survivantes, les enfants des frères décédés ne les excluent pas de la succession, comme eussent fait leurs pères s'ils étaient vivants, mais succéderont par souches, avec leurs dites tantes, auquel cas les enfants des sœurs décédées succéderont à la représentation de leurs mères par souches, comme les enfants des frères (1)* ».

Au contraire l'article 248 impose l'exclusion des tantes par leurs neveux dans la dévolution des propres.

La fin de cet article 306 apporte une exception à la règle de l'exclusion aux acquêts des descendants des sœurs par ceux des frères. Les neveux fils de frères, n'enlèvent pas la succession d'acquêts à leurs tantes, seules survivantes suivant le début de cet article. Ces neveux vont-ils pouvoir, en la même succession, invoquer l'article 317 contre leurs

1. Art. 306.

cousins, descendants des sœurs ? Strictement, ils devraient exclure ces derniers, car tous ces cousins sont en parité de degré avec le défunt, et la préférence pour la lignée mâle devrait avoir lieu. Mais la Coutume a pensé qu'il serait trop dur de voir des descendants de femmes exclus, en ce cas, par ceux des mâles, puisqu'en la même succession d'acquêts, des femmes concourent avec la lignée mâle suivant l'article 306. Telle est la raison bien naturelle de la disposition finale de notre article qui adoucit un peu l'exclusion des femmes aux acquêts par les mâles en parité de degré.

II. — Une deuxième exception fait encore brèche au principe général. En dévolution d'acquêts dans la ligne collatérale, le parent le plus proche en degré, exclut les plus éloignés. La représentation joue en effet son rôle au partage des acquêts entre collatéraux ; elle profite aux fils des frères pour leur donner la succession collatérale en concurrence avec leurs oncles, frères du défunt ; elle les fait, en quelque sorte, monter d'un échelon dans l'échelle des degrés... pour leur éviter d'être exclus par leurs oncles suivant la maxime de plus grande proximité en degré.

« *Le droit de représentation, dit Basnage, a été introduit afin que ceux qui ne peuvent succéder de leur chef, puissent entrer en la place d'une autre personne qui serait capable de succéder si elle était vivante ; mais en Normandie, l'opinion commune est que, en ligne directe et collatérale, il suffit d'être capable de venir à la représentation soi-même, d'être*

dans le degré autorisé par la Coutume ; on peut donc représenter un absent, un renonçant (1). »

L'esprit normand se montre accueillant pour les idées de la représentation ; et nous avons vu, quant aux propres, son admission en ligne collatérale, à l'infini. Décision exceptionnelle en pays coutumiers, inconnue à Paris.

Mais il ne faut pas s'y tromper ; cette extension considérable est commandée par la transmission des propres dans la lignée mâle ; et si la Coutume normande donne ici une très large place à la représentation, ce n'est que pour mieux assurer le triomphe de ses préférences masculines dans le partage des biens de famille.

Par ailleurs, elle n'admet qu'à regret, comme tout pays coutumier, le principe de représentation. Cette défaveur est logique, car ce bénéfice augmente le nombre des héritiers, en évitant l'exclusion de certains d'entre eux par de plus proches. Dès lors, elle entraîne un morcellement plus grand du patrimoine, contrairement aux intentions unitaires de la Coutume de Normandie. C'est pourquoi la représentation n'était pas admise, avons-nous vu, même en ligne directe dans l'ancienne Coutume, et dans notre texte réformé en 1583 elle est très limitée en ligne collatérale pour les acquêts.

Art. 304. — « *En succession de meubles acquêts et conquêts immeubles, en ligne collatérale représenta-*

1. Basnage, sur l'art. 304.

tion a lieu entre oncles et tantes, neveux et nièces, au premier degré tant seulement (1). »

L'article 305 impose dans ce cas le partage par souches.

Par cet article, les fils descendants des frères et sœurs au premier degré seulement, peuvent tenir la place de leurs parents ; et dans un cas unique, lorsqu'ils concourent avec des frères ou sœurs du défunt. Cette règle tient la représentation aux acquêts en ligne collatérale dans des limites plus restreintes, que le droit de Justinien ne les avait tracées. De même, la Coutume de Paris pose très nettement les bornes du bénéfice : « *En ligne collatérale, représentation a lieu, quand les neveux et nièces viennent à la succession de leur oncle ou tante avec les frères et sœurs du décédé. Et audit cas de représentation, les représentants succèdent par souches et non par têtes...* (2) »

En conséquence, 1° les cousins germains ne peuvent succéder à leurs cousins germains, en concours avec des oncles, puisque la représentation n'a lieu qu'au premier degré. La Coutume parisienne a pris soin de le spécifier (art. 338) : « *L'oncle succède au neveu avant le cousin germain.* »

2° « *L'oncle et le neveu d'un défunt qui n'a délaissé frère et sœur, succèdent également, comme en même degré, sans qu'audit cas, il y ait représentation* (3) »

1. Art. 304.

2. Art. 320 de la Coutume de Paris.

3. Art. 338 et 339 de la Coutume de Paris.

dit l'article 339 de Paris, plus explicite que le texte normand. Justinien au contraire, avait admis dans ce cas la représentation, le partage par souches, l'exclusion des oncles en faveur des neveux. A Paris, il n'y a pas représentation, mais concours de l'oncle et du neveu, partage par têtes, parce que tous sont au troisième degré de parenté.

3° (Art. 321 de Paris) « *Mais si les neveux en semblable degré viennent de leur chef, non par représentation, ils succèdent par têtes et non par souches, tellement que l'un ne prend pas plus que l'autre (1).* »

Avec l'article identique en Normandie : « *Les neveux, arrière-neveux, et autres, étant en semblable degré, succèdent à leurs oncles et tantes, par têtes et non par souches, tellement que l'un ne prend non plus que l'autre (2) (Art. 320).* »

Cette disposition fait contraste avec la même hypothèse en ligne directe. Les petits enfants de plusieurs branches, en pareil degré, qui succèdent de leur chef, partagent entre eux la succession par souches et non par têtes. De Laurière raconte les dissentiments des juristes sur ces graves questions : « *Azon sur le titre du Code De legitima hereditate soutient qu'en ce cas les neveux devaient succéder par têtes... Accurse son disciple, prétendit au contraire, que les neveux, venant ainsi à la succession de leurs oncles, la devaient partager par souches. De l'école,*

1. Art. 321 de la Coutume de Paris.

2 Art. 320.

cette question passa au Barreau, où elle ne fut pas moins célèbre; et pour la terminer, les deux Chambres des Enquêtes assemblées, arrêterent en l'année 1526, que les neveux succéderaient par têtes, deficientibus patruis suivant l'opinion d'Azon (1).

La Normandie s'est donc rangée au même avis par son article 320, de 1583. Mais les longues discussions juridiques de l'Ecole et du Barreau, ont laissé leurs traces dans la jurisprudence normande sur le point de savoir quelles limites exactes donner à la représentation.

Dans le silence de la Coutume, l'article 64 du règlement de 1666 a décidé que les neveux et arrière-neveux excluent un oncle du défunt contrairement à l'article 339 de la Coutume de Paris. Pesnelle observe que ce fait crée un véritable cas nouveau de représentation.

Le domaine de ce bénéfice est donc très restreint en ligne collatérale pour les meubles et acquêts. De plus, nous savons quelle conception les pays de Coutume se sont faits de la représentation. Ils l'admettent comme une pure fiction imposée par les sentiments d'équité. Grâce à elle, des personnes vivantes entrent dans la place d'un successible disparu; elles montent pour ainsi dire à un plus proche degré de parenté avec le *de cujus*. Les Coutumes et leurs commentateurs, pénétrés de l'ancienne défaveur pour toute représentation, ne voient dans ce bénéfice qu'une

1. De Laurière, sur l'art. 321 de Paris.

création de l'esprit juridique, nullement une analyse très exacte des droits successoraux de la famille. « *La représentation qui est une fiction*, dit Basnage, *ne peut pas faire que celui qui représente soit en pareil degré que le représenté* (1). » Et de Laurière : « *La représentation, qui est une fiction, doit avoir moins d'effet que la réalité*.

En conséquence : 1° Les enfants des frères décédés succédant aux acquêts par représentation avec leurs tantes, sœurs du défunt, ne les excluent pas comme eussent fait leur pères, en vertu de l'article 309 (art 306).

2° Les enfants des frères aînés représentant leurs frères ne peuvent réclamer le préciput d'aînesse en fiefs acquêts contre leurs oncles et tantes (art. 308).

Dans les deux cas, la représentation collatérale dans les successions d'acquêts, n'a point la force d'assurer aux représentants les privilèges dont eût joui le représenté : *Le neveu ne peut pas représenter le degré de son père* (2), dit Basnage sur ces articles. Et de Laurière, sur les textes identiques de la Coutume de Paris explique que la représentation *est un bénéfice qui permet de succéder et non d'exclure*.

Rappelons que pour les biens propres, les solutions de ces hypothèses sont absolument contraires : 1° la représentation de sexe en faveur des mâles, établie à l'infini par l'article 248, entraîne l'exclusion des tantes par leurs neveux et même par tous les descendants

1. Basnage, sur l'art 307.

2. Basnage, sur l'art. 307.

des frères. 2° Les représentants des aînés prennent tel préciput en propres, que leur père eût eu en ligne collatérale d'après les articles 240 et 308. Ce n'est pas la force du bénéfice qui assure ces avantages aux représentants, mais bien le souci normand d'éviter le morcellement des propres.

Si en dévolution d'acquêts la représentation ne donne pas au représentant tous les droits du représenté, elle ne peut faire sa situation successorale meilleure que celle de ce dernier. Par suite, comme les sœurs sont exclues par leurs frères en vertu de l'article 309, les représentants des sœurs eux aussi seront exclus par leurs oncles, frères de la défunte. « *Les enfants des sœurs décédées ne succèdent pas à la représentation de leur mère avec leurs oncles frères du défunt, mais bien succèdent avec leurs tantes s'il n'y a frères du défunt vivant* (1). »

Telle est la situation des frères, sœurs et leurs descendants en ligne collatérale dans la succession aux meubles et acquêts. Elle a pour base l'exclusion des femmes et de leurs descendants par la lignée mâle, à égalité de degré seulement, combinée avec une représentation limitée dans son étendue et dans sa valeur.

III. — Une troisième disposition complète tout le système : « *Les paternels préfèrent les maternels en parité de degré* (2). »

1. Art. 307.

2. Art. 310.

Les droits des collatéraux en succession d'acquêts restent basés sur la proximité du degré avec le *de cujus* suivant le principe général établi pour cette catégorie de biens. Mais la Normandie n'ayant pu de ce fait assurer le maintien des fortunes dans la seule lignée mâle comme pour les propres, s'efforce de conserver l'intégrité du patrimoine en acquêts, par une faveur pour les parents paternels. La Coutume ne perd jamais de vue son dessein de la conservation des maisons ; l'article 310 pour les acquêts met le dernier anneau à la chaîne de ces dispositions, en fixant le plus possible les biens de succession dans la branche paternelle : tout pour les mâles.

Cependant l'exclusion des collatéraux maternels par les paternels était bien dure pour les plus proches d'entre eux, c'est-à-dire le frère et la sœur maternels et leurs enfants. Ces frères maternels seraient-ils exclus par leurs autres frères ? Les sœurs le seraient-elles par leurs sœurs paternelles ? Les articles 312 et 316 font en leur faveur des exceptions à la maxime de l'article 310 : le frère utérin et ses enfants, la sœur utérine seule (non pas ses enfants) échappent à la rigueur de la préférence paternelle en parité de degré. Tous les autres collatéraux restent sous le coup de l'exclusion posée par l'article d'une façon générale.

Pareille faveur pour les parents paternels existait déjà dans les lois barbares du x^e siècle. La *lex salica amendata*, sous Charlemagne, disposait qu'à défaut des ascendants et des collatéraux du premier degré

(frères et sœurs) les oncles et tantes du défunt recueillaient sa succession ; mais les parents paternels primaient les maternels. La loi des Thuringiens contenait le même principe. Ces lois barbares avaient du reste exclu les filles des terres de famille *aviaticum*. Sur les deux points la Coutume normande semble avoir recueilli les idées des ancêtres. Nous l'avions déjà remarqué pour les propres : l'esprit germanique et ses préférences pour la race mâle se sont conservés plus fidèlement en Normandie que dans la Coutume de Paris.

Paris ignore cette primauté de la branche paternelle sur la maternelle ; sa Coutume ne se rencontre avec la Normandie que pour repousser la théorie romaine du double lien, création de Justinien : « *Le frère de père succède également avec le frère de père et de mère.* »

Il en va de même entre sœurs pour la fille issue de père et de mère et celle issue de père seulement (art. 315). Les articles 340 et 341 de la Coutume de Paris énoncent la même disposition.

Le lien paternel seul suffit donc en Normandie à assurer l'exclusion aux acquêts des collatéraux maternels par les paternels. La Coutume en a précisé l'application en faveur des femmes, dans un cas où la défaveur générale pour leur sexe aurait pu faire douter de leur droit.

« *Les sœurs uterines du père sont tantes paternelles de leurs neveux et nièces et en cette qualité excluent les oncles et tantes maternels du défunt en la succes-*

sion des meubles et acquêts et conquêts immeubles»(1).

C'est l'application pure et simple de l'article 310.

IV. — Ces principes de dévolution sont encore compliqués par l'option des préciputs : les aînés avons-nous vu, peuvent prendre préciput en fiefs dans les successions d'acquêts, en ligne collatérale comme en ligne directe. Quels sont les héritiers qui réclameront ce droit et quels effets produit cette option ?

1° Si c'est la succession d'un frère qui soit à partager entre ses frères survivants, s'il y a un fief, le frère aîné pourra le prendre par préciput (art. 318). S'il y a plusieurs fiefs, les plus âgés des frères pourront les opter par préciput chacun en leur rang (art. 339).

2° Si les enfants des frères aînés succèdent par représentation à leurs oncles et tantes, ils n'ont droit à aucun préciput en succession d'acquêts (art. 308).

3° Si les neveux ou arrière-neveux ou nièces concourent entre eux sans représentation, ils succèdent par têtes et ne peuvent se prévaloir du droit d'aînesse (art. 320). Basnage soutient que si ces parents ne sont pas de diverses souches, les aînés de ces parents de même souche, pourraient demander préciput en ce cas suivant l'article 318 qui ne fait pas de distinction. Ce fait semblerait contraire à l'esprit de la Coutume, observe Pesnelle, car elle limite en successions collatérales la possibilité de préciput au premier degré ; l'article 308 repousse le droit d'aînesse par représentation ; notre article 320 est inspiré des

1. Art. 328.

mêmes tendances : il ne convient pas d'étendre le droit aux préciputs. Cependant, il peut y avoir des fiefs qui soient impartageables dans la succession, suivant la volonté de la Coutume : *tous fiefs nobles sont impartables et individus*. Alors les représentants de l'aîné ont un droit de choix : ou bien « *prendre le fief en parant aux autres leur part d'estimation, et ou ils en seraient refusant, le fief sera à celui qui fera la condition des autres meilleure. Et s'il n'y a que des filles, elles partageront le fief selon la Coutume* » (1).

Tels sont les collatéraux qui ont le droit de prendre préciput en fiefs : leur option entraînera des conséquences, quant à leurs droits sur le reste de la succession :

1° Les articles 318 et 319 disposent qu'un seul préciput peut être pris dans les acquêts et les propres, partagés entre mêmes héritiers : « *car c'est une maxime certaine, dit Pesnelle, que quand les propres et les acquêts sont déférés aux mêmes héritiers soit en ligne directe soit collatérale, un des héritiers ne peut prendre qu'un préciput dans la même Coutume* » (2).

2° L'option du préciput dans les propres ou les acquêts empêche son auteur de prendre part aux autres immeubles de la succession. L'usage l'admet à partager les meubles avec ses co-héritiers, « *tout ainsi qu'il se pratique dans les successions directes,*

1. Art 321.

2. Pesnelle, sur l'art. 318 et 319.

dans lesquelles en prenant préciput on s'exclut de partager tous les autres biens ».

Les aînés ont ainsi à choisir suivant leur intérêt entre l'option des préciputs et le partage égal de la succession ; mais la Coutume tient essentiellement à ce qu'ils ne cumulent pas ces deux avantages ; autrement ils réduiraient dans tous les cas à une portion infime, la part des cadets.

Bien plus, la Coutume estime que l'avantage des aînés de prendre préciput dans les successions paternelle et maternelle, doit être compensé par l'abandon à leurs frères de la succession des puînés morts sans descendants. Ce n'est plus de l'option du préciput en succession collatérale que vient l'exclusion des aînés au partage du patrimoine des puînés, mais de leur préciput en ligne directe. « *L'aîné ou autre, avant pris préciput, avenant la mort de l'un des puînés, ne lui peut succéder en chose que ce soit de la succession, ains lui succéderont les autres frères puînés, ayant partagé avec lui, et leurs descendants, au devant de l'aîné (1).* »

Cet article semble en contradiction avec les articles 318 et 319 qui établissent le partage égal des meubles et acquêts entre frères, réserve faite du droit d'aînesse. Mais, les aînés ayant pris préciput, ne peuvent succéder en quoi que se soit de la succession du père ; or la Coutume considère la succession du puîné comme composée des biens paternels. Par un

1. Art. 341.

souci de justice envers les cadets, elle ne veut donc pas que les aînés, ayant choisi préciput dans les biens paternels, en partagent le surplus dans la succession des puînés. En Normandie, le préciput d'aînesse, il faut le remarquer, est établi moins en faveur des fils, que des services du fief; c'est parfois un droit gênant pour l'aîné, qui peut d'ailleurs toujours y renoncer.

Toutefois, « *en toute manière, l'aîné peut succéder au noble, dit Basnage, et il n'est exclu de la succession des puînés qui ont partagé avec lui qu'à l'égard des rotures* » (1). L'article 342 corrige en effet le précédent en y apportant une dérogation pour les fiefs : « *Néanmoins, s'il y avait aucun fief partagé avec les autres biens de la succession, sans avoir été choisi par préciput, avenant la mort sans enfants de celui au lot duquel il est échu, l'aîné ou ses représentants succèdent en ce qui est noble, et peut prendre ledit fief par préciput* (2). »

Si le fief avait été choisi par préciput, contrairement à cet article, l'aîné ne serait pas privé de succéder à son frère, et de prendre le fief par préciput. En effet l'article 341 n'exclut les aînés que de la succession des puînés qui ont partagé. La Coutume normande, féodale autant que possible, veut assurer aux aînés leur préciput en fiefs, en ligne collatérale et directe, dans tous les cas : « *Avenant le décès au*

1. Basnage, sur l'art. 342.

2. Art. 342.

filz aîné avant les partages de la succession qui leur est échue, le plus âgé des frères survivants, peut choisir tel fief qu'il lui plaît à la représentation et comme héritier de son frère aîné, sans préjudice du droit de préciput qu'il a de son chef, et n'y peuvent les autres frères prétendre aucune part légitime, provision ou récompense sur le fief (1). »

L'article 344 donne le même avantage au filz aîné, au cas de mort du second filz avant les partages.

Il y a ici combinaison des deux préciputs, l'un en ligne directe, l'autre en collatérale. « *La raison de douter de cette possibilité était que l'aîné étant mort sans faire aucune déclaration s'il acceptait la succession du père ou s'il la refusait, sa portion devait accroître également à tous les frères... mais la Coutume donne ce droit de préciput, bien que les partagent n'eussent pas été faits; d'où il s'ensuit que l'aîné est réputé saisi dès la mort du père (2). »*

Il recueille du même coup, s'il y a lieu, un fief en ligne directe, et l'autre en la collatérale.

Les principes de la dévolution d'acquêts en ligne collatérale sont assez complexes. Résumons les grands traits du système. Les plus proches parents du défunt préfèrent les plus éloignés, sauf des cas de représentation avec partage par souches. Les frères et leurs descendants excluent les sœurs et leurs descendants en parité de degré seulement. Les parents paternels

1. Art. 343.

2. Basnage, sur l'art. 343.

préfèrent les maternels, en parité de degré, sauf exception pour des collatéraux les plus proches. La succession collatérale des meubles et acquêts se partage également entre frères, réserve faite du préciput des aînés en fiefs, à la condition d'abandonner aux puînés tout le reste de la succession.

Préférence pour les mâles, conservation des maisons, indivisibilité des fiefs, toutes les idées capitales de la Coutume normande se retrouvent ici avec moins d'énergie que pour les biens propres, mais dominant toujours le partage de la succession.

CHAPITRE III

La Condition des femmes

SECTION I

Le Mariage des filles (1)

La situation successorale des Époux (2)

Dans tous les ordres d'héritiers, la Coutume normande a exclu les filles de toute succession en face des mâles : elles sont primées par leurs frères en ligne directe et collatérale pour les meubles et acquêts ; quant aux biens propres, leur exclusion est plus étendue : elles se voit préférer, non seulement les mâles qui leur sont égaux en degré de parenté avec le *de cujus*, mais tous les descendants de mâles, grâce à une représentation de sexe, jusqu'au 7^e degré, en lignes collatérales et directes.

« *Sur quoi, il est à propos de remarquer, dit Pesselle, que les cas dépendants des lois qui règlent le droit des successions par une fin politique,... ne se doivent pas juger par des considérations d'équité ni*

1. Voir : A. Le Poitevin. *Des Droits de la fille ou Du Mariage ave-*
nant dans la Coutume de Normandie. Paris, 1889.

2. Ch. Lefèbre. *Conférence sur l'Ancien droit matrimonial de Nor-*
mandie. Rouen, 1912.

d'égalité ; parce que ces raisons répugnent évidemment à la fin que le législateur s'est proposé... il ne faut donc pas... touchant les droits que les femmes ont sur les successions, s'écarter de l'utilité publique pour laquelle ces règlements ont été autorisés (1). »

Pesnelle nous avertit de ne pas nous apitoyer sur la situation successorale des femmes, car elle est commandée par *une fin politique*. Ce principe directeur des idées normandes, avons-nous vu, c'est la volonté de maintenir la force et l'unité des patrimoines en évitant leur morcellement par les successions. Les filles naturellement destinées au mariage, emporteront-elles dans une maison étrangère, les biens paternels divisés entre tous les descendants ? Pour éviter ce danger, fatal à tous ces principes, la Coutume normande sacrifie les considérations d'équité envers les femmes ; elle les exclut des successions *au nom de l'utilité publique*, dit Pesnelle.

En revanche, la sage Coutume s'est occupée de l'établissement matrimonial des filles. Dans vingt-quatre articles du titre *Des Propres*, elle a réglé les plus minutieux détails de ce sujet, établissant l'institution originale du mariage avenant : « *Les filles ne peuvent demander ni prétendre aucune partie en l'héritage de leurs père et mère, contre leurs frères, ni contre leurs hoirs, mais elles leur peuvent demander mariage avenant (2).* » L'article 357 statue de pareille manière pour toute la succession.

1. Pesnelle, sur l'art. 249.

2. Art. 249.

Ce mariage avenant tient donc lieu pour les filles de part dans les successions : « *Dans les articles 249 et 357, la Coutume ne donne aux sœurs, en face des frères et leurs héritiers, que mariage avenant ; on doit conclure que le mariage avenant est la légitime due aux filles sur les successions de leurs père et mère (1).* »

Tout ce que les filles peuvent réclamer à leur famille, c'est leur mariage. Mais leurs droits diffèrent profondément suivant la qualité des personnes chargées de réaliser ce mariage. Les filles peuvent être établies par leurs père ou mère, ou par leurs frères, ou par leurs parents.

I. — « *Le père et la mère peuvent marier leur fille de meubles sans héritages, ou d'héritages sans meubles, et si rien ne lui fut promis lors de son mariage, rien n'aura* (art. 250) (2). » Et article 252 : « *La fille mariée par ses père ou mère, ne peut rien demander à ses frères, pour son mariage, outre ce qui lui fut promis quand ils la marièrent.* »

Cette disposition de la Coutume est caractéristique de son esprit : les père et mère peuvent établir leurs filles comme bon leur semble ; la Coutume laisse toute liberté aux décisions de leur sagesse paternelle. Elle ne leur défend certes pas de doter leurs enfants, mais elle les invite en quelque sorte, à profiter d'un parti avantageux, peu exigeant, pour marier leurs filles sans dot.

1. Pesnelle, sur l'art. 249.

2. Art. 250 et 252.

« *Quand les père et mère ont marié leurs filles, ils sont réputés s'être acquittés de leur devoir de piété.* »

Pareil trait se rencontre dans la Coutume d'Anjou, où le père, en mariant sa fille, ne lui donnera s'il le veut, pour tout bien qu'un chapeau de roses. Mais cette habileté matrimoniale convenait merveilleusement au caractère normand et le reflète à souhait. La question d'intérêts pécuniaires domine tout le débat ; le Normand, âpre au gain, veut bien marier sa fille, à la condition qu'il n'en coûte pas trop à la bourse. Il est soucieux de garder sa fortune intacte, et dans le contrat de mariage, les deux parties discutent pied à pied l'importante affaire : « C'est une occasion qu'il faut prendre aux cheveux. Je trouve ici un avantage qu'ailleurs je ne trouverais pas », et il s'engage à la prendre sans dot. « Ce n'est pas qu'il y ait quantité de pères qui aimeraient mieux ménager la satisfaction de leurs filles que l'argent qu'ils pourraient donner ; qui ne les voudraient point sacrifier à l'intérêt... » — « *Sans dot !* » — « Il est vrai ! Cela ferme la bouche à tout ! Sans dot ! le moyen de résister à une raison comme celle-là (1). »

Ce dialogue typique entre Harpagon et Valère, dans *L'Avare*, semble la satire de notre article 250 ; la scène pourrait se passer chez un notaire, en Normandie, au xvii^e siècle bien entendu ! La fille, enfin pouvue d'un mari, n'a point d'autres prétentions à faire valoir contre ses père et mère ni contre ses frères : elle est établie !

1. Molière. *L'Avare*, acte I^{er}, scène VII.

Les articles 250 et 252 pour exclure les filles du mariage avenant demandent que les père et mère les aient mariées. Que faut-il décider si la fille elle-même s'est trouvé un parti : « *Quand une fille est mariée, elle ne peut rien demander que ce qui lui fut promis lors de son mariage... dont la raison est que le mariage établissant la condition et la subsistance d'une femme, l'exclut du mariage avenant, qui n'est dû sur les successions, des ascendants que quand une fille n'est pas pourvue... parce que la Coutume, par une fin générale et politique, a voulu pourvoir à ce que les maisons demeurassent aatant qu'il est possible en leur entier, ainsi qu'il est écrit en l'article 262 (1).* »

A plus forte raison, les filles qui se marient sans le consentement de leurs parents, ne peuvent prétendre au mariage avenant sur leur succession. De telle sorte, que des père et mère pouvaient se montrer parcimonieux à l'excès et empêcher par une dureté, exceptionnelle sans doute, le mariage de leurs filles. L'influence de la jurisprudence s'efforça donc d'atténuer les pouvoirs sans limites des pères et mères de famille, pour les forcer à fournir une dot convenable à leurs filles. Les jurisconsultes invoquaient en faveur de cette tendance l'autorité du droit romain où le père était obligé de doter son enfant suivant les ressources de sa fortune. L'obligation eût été d'autant plus naturelle en Normandie, que cedon représen-

1. Pesnelle, sur l'article 250.

tait la part successorale des filles, exclues des successions contrairement au droit romain ; mais ce mouvement d'opinion allait à l'encontre des dispositions formelles de la Coutume, dans nos articles 250 et 252. Aussi ne triompha-t-il point d'une façon générale. Pesnelle cite bien un arrêt rapporté par Berrault du 18 juillet 1607 : « *Un père fut condamné à doter sa fille suivant la valeur de ses biens ; ce qui serait arbitré par les parents parternels et maternels (1).* »

Cet arrêt ne fit pas jurisprudence. En conséquence de ces principes, Basnage remarque qu'en Normandie, les filles ne sauraient renoncer utilement aux successions puisqu'elles n'y sont pas admises. L'usage général en France admettait au contraire la renonciation des filles aux successions futures paternelles et maternelles dans leur contrat de mariage. Il suffit en Normandie qu'en mariant sa fille, le père ne lui ait rien promis, alors *rien n'aura*, dit le texte.

En fait, la plupart des parents donnaient à leurs filles exclues des partages successoraux, une dot en meubles ou en héritages (art. 250), ou bien ils leurs promettaient quelques biens après leur décès. Dans ce dernier cas, si « *aucune chose, lui a été promise en mariage, ceux qui l'ont promise ou leurs hoirs, sont tenus de le payer, encore qu'ils ne fussent tenus de le doter (2).* » Le texte de cet article fit naître une controverse : on

1. Pesnelle, sur l'article 250.

2. Art. 252.

a soutenu que les père et mère ne pouvaient donner quoi que ce soit à leurs filles après les avoir mariées ; la donation ne serait admise que dans le contrat de mariage. La Coutume de Bretagne appuie cette thèse en limitant expressément de pareille sorte, les libéralités des parents ; d'ailleurs l'article 268, dit-on, ne permet que dans les contrats de mariage le rappel des filles aux successions. Mais l'article 436 condamne formellement cette opinion au titre *Des donations* : « *Celui qui a fait don par avancement de succession de partie de ses biens, n'est point privé de donner le tiers du reste de ses héritages à personne étrange et qui n'attend part sa succession* (1). »

La fille doit donc être aussi capable qu'un étranger de recevoir le tiers des héritages. Enfin l'article 254 tranche la question : « *Si père ou mère ont donné à leurs filles soit en faveur du mariage soit autrement...* » Les parents peuvent fournir une dot à leur fille à une époque quelconque et par tout contrat.

Une seconde difficulté vient de savoir si la donation faite aux enfants de la fille par les aïeuls est valable ? Car l'article 431 défend « *de donner le tiers de son héritage à son héritier immédiat ou aux descendants de lui en ligne directe* (2) ». Mais, on admet que cette donation, en combinant les articles 431 et 436, ne s'applique point aux suppléments de légitime fournis aux filles pour leur mariage.

1. Art. 436.

2. Art. 431.

Le mari peut disposer des meubles et des conquêts du mariage, pour constituer la dot de sa fille, sans le consentement de sa femme et sans récompense au profit de celle-ci : le mari est maître des meubles et des conquêts du mariage absolument en Normandie, car le régime de communauté entre époux n'existe pas dans la Coutume. Par suite, si la dot a été constituée sur les biens paternels et maternels, et si la mère a signé au contrat cette promesse, doit-elle être divisée par moitié entre eux ? ou leur dette est-elle en proportion des biens que chacun possède ? En pays de communauté, à Paris, la dot étant une charge commune des père et mère, tombe à leur charge pour moitié. En Coutume normande, où la communauté n'intervient pas, le père seul est tenu, si la mère n'a pas signé un contrat : « *si elle est intervenue à l'acte, elle contribue au paiement de la dot en proportion des biens d'un de l'autre, mais si le père a payé comptant le mariage promis à sa fille, il ne peut en demander répétition sur les biens de la mère parce qu'il a été payé de meubles et acquêts qui proviennent ex communi collaboratione* (1). »

Les parents ayant de cette sorte constitué une dot à leur fille, sont tenus d'une certaine garantie : « *Ils ne sont obligés à aucune garantie, quand les deniers ou meubles par eux donnés, ont été mal remplacés par le mari qui est en outre insolvable* (2). »

1. Basnage, sur l'article 250.

2. Pesnelle, sur l'art. 250.

La Coutume n'oblige pas les parents dans l'intérêt de la fille dotée, à surveiller l'emploi de l'argent versé comptant au mari; cette tâche serait trop délicate; elle ne rend les parents responsables envers leurs enfants que s'ils commettent une imprudence: Ils ont constitué une rente en dot à leur fille; puis ils l'ont rachetée aux mains du mari, alors qu'il était déjà insolvable. Si le mari dissipe ce capital, les parents sont garants envers leur fille, du remploi qui eût dû être fait. Leur obligation de garantir la dot ne comprend que ce cas unique : « *Le père donateur par celà même que lors du mariage, il s'était constitué en rente, au lieu de verser ou promettre un capital, n'a fait paraître qu'une médiocre confiance dans la gestion future du mari, puisqu'il retenait l'argent est ne s'obligeait qu'à des arrérages; si plus tard, il rembourse au mari, il se dégage en quelque sorte lui-même, et s'expose dès lors, trop confiant en temps inopportun, aux conséquences de son imprudence. La distinction repose donc finalement sur une interprétation présumée de la pensée première des parents, mais, c'est une présomption sans réplique, fût elle autrement explicable en fait. Elle est appuyée sur des nombreux arrêts qui prouvent en même temps l'usage fréquent de ce système de dot (1).* »

II. — Si les parents sont disparus, les frères peuvent

1. A. Le Poittevin, *Des droits de la fille ou du Mariage avenant dans la Coutume de Normandie*, 1889, p. 18.

aussi marier leurs sœurs ; la Coutume leur donne le rôle de tuteurs des filles : « *Après le décès du père, les filles demeurent en la garde du fils aîné, et si elles ont atteint l'âge de vingt ans, et demandent mariage, les frères les peuvent garder par an et jour pour les marier convenablement et les pourvoir de mariage avenant (1).* »

C'est une véritable puissance paternelle que cet article assure aux frères sur leurs sœurs ; ils peuvent retarder le mariage des filles, pendant an et jour, et cette disposition fut très critiquée dans la pratique : « *Cet article permet aux frères de différer le mariage des sœurs lors même qu'elles ont atteint l'âge de vingt ans et qu'elles sont très nubiles. Quand le refus du frère n'aurait d'autre motif que son avarice, il n'y aurait rien à dire (2).* »

Après l'an et jour écoulé depuis la vingtième année des filles, le refus des frères de les marier deviendrait abusif : « *Les frères après l'an et jour ne peuvent plus différer le mariage de leur sœur, pourvu qu'il se présente personne idoine et convenable, qui la demande et s'il est refusant d'y entendre sans cause légitime, elle aura partage à la succession de ses père et mère (3).* »

Au contraire, ce peut être la sœur qui refuse un parti proposé par ses frères : « *Si la sœur ne peut*

1. Art. 261.

2. Basnage, sur l'art. 261.

3. Art. 264.

accommoder son consentement selon l'avis de ses frères et de ses parents, sans cause raisonnable, quelqu'âge qu'elle puisse par après atteindre, elle ne pourra demander partage, ains mariage avenant (1). »

Voici donc les frères amenés à marier leur sœur en an et jour après la vingtième année ; ont-ils pour cet établissement, les mêmes pouvoirs que les père et mère eussent eu en pareil cas, selon l'article 250 ?
« Les frères peuvent comme leurs père et mère marier leurs sœurs de meubles sans héritages et d'héritages sans meubles pourvu qu'elles ne soient déparagées, et ce doit leur suffire (2). »

Ce texte diffère de l'article 250 relatif aux pouvoirs du père, par l'absence des mots : « Si rien ne lui fut promis lors de son mariage, rien n'aura. » Et en outre par une condition nouvelle : « pourvu qu'elle ne soit déparagée. » En sorte que ; 1° Les frères mariant leurs sœurs sont obligés de les doter ; 2° Ils doivent leur trouver un parti convenable pour la fortune comme pour la naissance « sans les déparager » dit la Coutume. *« Le père peut marier sa fille à qui bon lui semble et ne lui rien donner ; le frère à l'opposition doit doter et ne point déparager. Mais d'ailleurs il est vrai que comme la fille mariée par ses père et mère ne peut rien demander si ce n'est ce qui lui fut promis en se mariant, ainsi la sœur mariée et dotée par ses frères ne leur peut plus rien demander, sinon*

1. Art. 265.

2. Art. 251.

ce qui lui a été accordé et promis lors de son mariage (1). »

Par suite, la dot que les frères promettent à leurs sœurs n'est pas une libéralité, mais le paiement de la légitime due aux filles ; ils sont donc toujours garants de sa dissipation entre les mains du mari. C'est une différence avec la situation du père qui a doté sa fille : il ne doit aucune garantie quand il paie comptant, parce que sa prudence et sa sollicitude paternelles méritent confiance. Mais la Coutume ne pouvait se reposer de même sur la bonne foi des frères dont les intérêts personnels peuvent être opposés à ceux des sœurs.

En vertu des mêmes idées, les frères sont débiteurs solidaires de ce qu'ils ont promis au mariage de leurs sœurs. Quand celles-ci avaient été mariées par leur père ou mère, tous les frères étaient obligés solidairement, à fournir la dote promise ; c'était une dette de la succession. Mais les frères ayant eux-mêmes marié leurs sœurs, ne sont-ils point tenus chacun que pour leur part ? La jurisprudence a considéré la dette des père et mère et celle des frères comme inséparables, et les sœurs créancières en tous cas de la succession ; elle admet donc l'obligation des frères solidaire envers les sœurs. *« Ce n'est pas précisément une dette héréditaire qui passe à des héritiers ; on oublie volontairement qu'elle existait ab initio dans la personne du de cujus qui n'était pas garant (s'il ne*

1. Pesnelle, sur l'art. 251.

s'était pas constitué en rente), elle est considérée comme renaissant d'une vie nouvelle sur la tête du successeur : « ce qui pouvait être une libéralité (en la personne du père) devient une légitime en la personne du frère qui est tenu de le faire valoir. » Les principes ordinaires de la transmissibilité des dettes par succession sont rejetés en ce point pour faire place à une autre idée, à savoir que les frères, à la différence des père et mère, acquittent une obligation civile en dotant leurs sœurs, donc sont soumis aux règles des actes à titre onéreux et doivent garantie. C'est un singulier procédé d'analyse : S'il est peu logique, du moins il est conforme au génie défiant de la Coutume, éminemment protectrice du bien de la femme mariée (1). » Basnage cite en ce sens des arrêts de 1654.

Enfin si les frères ont marié leurs sœurs à une personne d'une naissance inégale, ou d'une condition inférieure, s'ils les ont déparagées, ils sont en faute et peuvent se voir réclamer un complément de dot. Les sœurs leur demanderont mariage avenant, c'est-à-dire une dot convenable, arbitrée par les parents paternels et maternels.

III. — Lorsque les père et mère sont décédés laissant des filles nubiles et des fils en bas âge, le mariage des sœurs ne peut être retardé jusqu'à la majorité des frères, *« le mariage de la fille ne doit être différé pour la minorité de ses frères, ains sera mariée par le conseil des tuteurs et des plus prochains parents*

1. A. Le Poittevin. *Des droits de la femme dans la Coutume de Normandie*, p. 20.

et amis, lesquels lui bailleront mariage avenant, sans qu'ils puissent lui bailler partage, et au cas qu'ils l'eussent baillé, le fils venant en âge ne peut retirer en baillant mariage avenant (1). »

« Les plus vieux textes supposent communément le mariage « de meubles et de terre » ; s'il n'autorisent point de recours tardif quand la fille est mariée (n'eût-elle rien reçu), du moins avant le mariage, ils l'admettent à réclamer maritagium, c'est-à-dire une dot ; et vraisemblablement, le fiancé ne dédaignait point toujours de discuter les intérêts matériels et de traiter la question d'affaires. On aperçoit dès lors un germe de dissensions, si la jeune fille ou son futur époux considèrent comme trop minime la dotation qui leur est offerte. Quelle sera la solution ?... Il était fait appel aux autres membres de la famille, où à ceux qui étaient en relations avec elle, pour déterminer la dot ; leur concours pouvait produire un accord qui ne s'était pas établi directement, et on évitait ainsi le retard ou la rupture du mariage désiré (2). »

Les membres de la famille n'ont donc pas les mêmes droits que les pères et les frères des filles ; non seulement ils doivent les doter, mais ils doivent leur fournir mariage avenant. Avant de définir cette légitime des filles, résumons les cas où elles y ont droit :

1° Lorsque la fille est mariée, par cette sorte de conseil de famille établi par l'article 266 ; 2° lorsque

1. Art. 266.

2. A. Le Poittevin. *Codem loco.*, p. 86 et 87.

la fille n'a pas accepté les offres de mariage de ses frères d'après l'article 265.

Mais l'article 268 complète les dispositions déjà étudiées, et règle le sort des filles non mariées par leur famille : « *Fille ayant atteint l'âge de 25 ans, aura provision sur ses frères, équipollent au mariage avenant, dont elle jouira par usufruit en attendant son mariage; en se mariant elle aura la propriété* (1). » Avant l'âge de 25 ans, les filles non mariées ne peuvent donc demander à leurs frères qu'une pension ; après 25 ans elles ont une provision d'égale valeur au mariage avenant, mais seulement en usufruit. Ainsi les filles ne sont pas seulement exclues des successions, elles ne recueillent qu'un simple usufruit sur la portion qui leur revient jusqu'au jour de leur mariage : à ce moment elles deviennent propriétaires.

Ce que la Coutume appelle mariage avenant est une dot, fournie aux filles et qui doit se régler suivant l'importance des successions paternelles et maternelles : « *Mariage avenant doit être estimé par les parents eu égard aux biens et charges des successions des père et mère, aïeuls ou aïeules, ou autres ascendants en ligne directe tant seulement, et non des successions échues d'ailleurs aux frères; et doivent ceux qui font ladite estimation faire en sorte que la maison demeure en son entier tant qu'il est possible* (2) ».

Les biens venus aux frères en ligne collatérale ne

1. Art 268.

2. Art. 262.

peuvent donc entrer dans l'estimation du mariage avenant. Basnage critique les termes de l'article et demande sa réforme. On ne sait en effet si le mariage doit être avenant, c'est-à-dire proportionné à la condition sociale de la fille, ou seulement aux biens de la succession, ou enfin aux deux en même temps ? La Coutume laisse par son imprécision une grande liberté à la famille : elle la rend maîtresse de la liquidation du mariage « *car puisqu'elle n'assigne point aux filles une part certaine, ce mariage avenant, ou portion convenable dépend nécessairement de l'opinion et de l'affection des parents* » (1).

Les Coutumes de Sicile contiennent pareilles dispositions, « *dont apparemment nos héros de Normandie ont été les auteurs* » dit Basnage, faisant allusion aux exploits des fils de Tancrède de Hauteville.

Si la coutume n'a point délimité exactement la valeur du mariage avenant, elle a fixé un maximum que les droits des filles ne sauraient dépasser : « *Les sœurs, quelque nombre qu'elles soient, ne peuvent demander à leurs frères, ni à leurs hoirs, plus que le tiers de l'héritage, et néanmoins, où il y aura plusieurs frères puinés, et qu'il n'y aura qu'une sœur ou plusieurs, lesdites sœurs n'auront pas le tiers mais partageront avec leurs frères et ne pourront contraindre les frères de partager les fiefs, ni leur bailler les principales places de la maison, ains se contenteront des rotures si aucune y en a, et des autres biens qu'ils*

1. Basnage, sur l'art 262

leur pourront bailler revenant à la valeur de ce qui leur pourrait appartenir (1). »

Ce texte ne limite la part des filles au tiers que pour les héritages, les biens propres ; mais cette restriction s'étend à tous les biens de succession. Les articles 254 et 255 que nous étudierons bientôt pour la réduction des donations excessives faites aux filles et l'esprit général de la Coutume, fait du tiers des successions paternelle et maternelle la légitime des sœurs. Toutes les sœurs ensemble ont droit à ce tiers qu'elles partagent entre elles ; si l'une d'elles a reçu pour son mariage le tiers de la succession à elle seule, les autres filles lui réclameront leur mariage avenant.

« Les filles n'ayant été mariées du vivant de leurs père et mère pourront demander part audit tiers (2). »

« Mais ce n'est pas être fort scavant que dire ceci, remarque Basnage, il faut distinguer pour faire exactement l'estimation (du mariage avenant) la nature des biens et leur situation, et procéder ensuite à leur estimation selon leurs qualités (3). »

D'après cet auteur, les principes suivants doivent guider cette appréciation :

En Normandie, les successions peuvent être composées de meubles, de rotures, propres ou acquêts, de fiefs, de rentes et offices.

1° Pour les meubles, les filles non réservées à partage, n'y ont que le tiers par leur mariage : l'article 51

1. Art. 269.

2. Art. 256.

3. Basnage, sur l'art. 262.

du règlement de 1666 a précisé cette décision ;

2° Quant aux rotures, les filles ont le tiers quand il n'y a pas plus de frères que de sœurs ; sinon elles partagent également avec les puînés (art. 269). Dans les bourgages, elles n'ont que le tiers, si elles ne sont pas réservées à partage : l'article 51 du règlement de 1666 tire cette conclusion certaine de l'article 270, qui avait fait naître de vives controverses entre les commentateurs ;

3° S'il y a un fief et des rotures, le fief pris par préciput de l'aîné et les rotures acceptées par les puînés, il faut d'abord régler la situation des puînés ; d'après l'article 269 chaque sœur ne peut avoir une situation meilleure qu'un puîné. S'il n'y a qu'un fief pour tout bien de succession, les puînés n'ont qu'une provision à vie sur la valeur du fief, égale au tiers (art. 346 ci-dessus), après que les dettes et charges de la succession ont été déduites. Mais les filles ne sont pas comprises dans cette provision ; elles ont une situation non d'héritières, mais de créancières de la succession ; leur mariage avenant fait partie des dettes et charges successorales qui doivent être supportées par la portion des aînés comme par celle des puînés. La fille *en se mariant aura la propriété* du tiers qui lui revient en usufruit, dit formellement l'article 268 ; mais cette valeur ne peut excéder la part des puînés en vertu de l'article 269. Et cette équivalence conduit à des difficultés d'appréciation où les commentateurs Bérault, Godefroy et Basnage se trouvent en complète divergence de vues.

S'il y a plusieurs fiefs et plusieurs frères avec plusieurs sœurs, les fiefs choisis par préciput, n'entrent pas dans l'estimation, puisque les puînés eux-mêmes n'y ont point droit ; mais ces fiefs contribuent au mariage avenant. On considère seulement la valeur de la part d'un cadet pour en donner autant à chacune des filles. Les rentes et les offices sont traités de la même façon que les rotures. L'estimation du mariage avenant se fait par les parents paternels et maternels de la fille, et par le tuteur des frères mineurs .

le cas échéant d'après les articles 266 et 267.

L'opération destinée à fixer la valeur des biens de succession étant terminée, la liquidation se fait ainsi :

a) La masse des rotures, des rentes et des meubles est donnée pour un tiers aux sœurs sauf application de l'article 269 ; si les filles sont plus nombreuses que les frères, elles partagent également avec eux. Car la condition des puînés ne doit jamais être pire que celle des filles ;

b) S'il y a un fief et des rotures qui soient prises par les puînés, le mariage avenant égale la part qui reste à chaque puîné, après déduction des dettes et contribution au mariage de ses sœurs...

c) Si tout le bien de la succession consiste en un fief, le tiers du fief sera estimé au denier vingt et chaque fille aura en propriété autant que chaque frère pour sa provision à vie, réserve faite toujours de l'application de l'article 269.

En somme, la Coutume veut assurer absolument aux filles cette part qui leur tient lieu de succession :

leur mariage avenant. C'est leur seul droit successoral ; tout au moins doit-on l'entourer de sérieuses garanties. Les fiefs optés en préciput par les aînés, entrent dans l'estimation du mariage avenant des filles, pour régler cette part proportionnellement à la valeur des fiefs, suivant l'article 364 : *Les « frères contribuent à la nourriture, entretien et mariage de leurs sœurs, selon qu'ils prennent plus ou moins en la succession de leurs père et mère, aïeul ou aïeule en ligne directe, et pareillement aux autres chargés de la succession (1). »*

« L'aîné prenant préciput, contribue donc au mariage des sœurs et autres dettes et charges de la succession à proportion du profit qu'il en retire pro modo emolumentum. Les frères contribuent aux dettes immobilières à proportion de ce qu'ils prennent en la succession et aux dettes mobilières à proportion de ce qu'ils prennent aux meubles, et jusqu'à concurrence de leur valeur ; et où les meubles ne suffiraient pas, ils contribuent au surplus du paiement des dettes mobilières à proportion de ce qu'ils prennent dans les immeubles (2). »

Parce que le mariage avenant des filles est une dette des successions paternelles et maternelles, la jurisprudence, avons-nous vu, décide que les frères sont obligés solidairement envers les sœurs. De plus, d'après Pesnelle, cette légitime quoique payable en

1. Art. 364

2. Basnage, sur l'art. 364.

argent est réputée un droit foncier, de sorte que les sœurs peuvent faire saisir les fruits des immeubles compris dans les successions, quoiqu'ils aient été aliénés par les frères : Le prix les remboursera du principal et des intérêts de leur mariage avenant. Les filles peuvent même demander que les immeubles leur soient adjugés pour un prix fixé par experts à due estimation sans qu'on les puisse obliger à les mettre en vente publique, et ce droit passe à leurs héritiers. Pareille faveur pour les filles, destinée à leur garantir le mariage avenant, contrarie les idées de la Coutume, clairement exprimées dans l'article 262 : « *Ladite estimation doit faire en sorte que la maison demeure en son entier, autant qu'il est possible.* »

La pratique s'efforçait de restreindre quelque peu la dureté coutumière pour les sœurs ; d'autant plus que leur mariage avenant, avec les règles complexes que nous venons d'étudier, était parfois d'une liquidation difficile. Basnage l'atteste, et *prend en pitié la situation des filles réclamant leur mariage contre leurs frères, déjà mariés eux-mêmes.*

« *L'expérience apprend tous les jours, dit-il, que l'arbitration est si difficile et si fortement traversée par les frères, que les pauvres sœurs, ne pouvant fournir à la dépense, sont forcées d'en abandonner la démarche et de vieillir sous la servitude d'une belle-sœur (1).* »

Enfin les sœurs sont réduites au mariage en telle

1. Basnage, sur l'art. 249.

valeur que nos articles l'ont délimité. Bien plus, les père et mère, mariant leurs filles de leur vivant, ne peuvent leur donner une dot qui réalise l'égalité de fortune entre elles et leurs frères. La Coutume a voulu la situation des filles telle qu'elle l'a fixée dans ses textes ; elle arme les frères d'une action en réduction contre les dispositions paternelles qui donneraient aux filles une part plus grande que le mariage avenant.

Art. 254. — « *Si père et mère ont donné à leurs filles, soit en faveur du mariage ou autrement, héritages excédant le tiers de leur bien, les enfants mâles les peuvent révoquer dans l'an et jour du décès de leurs dits père et mère, ou dans l'an et jour de leur majorité ; et se doit faire l'estimation du dit tiers eu égard aux biens que le donateur possédait lors de la donation ; et où la donation serait faite du tiers de leurs biens présents et avenir, l'estimation dudit tiers se fera eu égard aux biens que le donateur à laissés lors de son décès (1).* »

Cette action en réduction des frères est fort dure pour les filles ; Basnage lui-même la critique et rapporte que d'Argentré, appelait l'article semblable au précédent en la Coutume de Bretagne, *une pépinière de procès*. Il compare l'article 241 de la Coutume d'Anjou, qui permet aux pères de marier leurs filles en ne leur donnant pour tout bien qu'un chapeau de roses ; mais cette Coutume leur permet de

1: Art. 254.

fournir aux filles un plus grand mariage avenant, alors que par succession, elles n'eussent eu que le quart, le cinquième ou moins dans les héritages.

Mais la Coutume normande a fixé la part des filles au tiers de la succession, pour elles toutes, en quel que nombre qu'elles soient, et elle refuse aux pères de pouvoir leur donner au delà, pour les marier plus richement.

La jurisprudence, tenta encore ici d'améliorer cette situation pénible pour les filles, par des arrêts de 1633 et 1654 : on soutenait que les frères ne pouvaient demander la réduction au tiers des héritages, qu'en offrant à leurs sœurs la même part de bien qu'elles eussent eu si le père les avait réservées à partage. Ce fut en vain. « *Suivant le sentiment commun, quand le père a simplement donné sans réserver sa fille à partage, la donation se réduit au tiers de tout le bien et les pères prudents ne manquent jamais d'ajouter qu'en cas que les frères contestent la donation, ils réservent leurs filles à partage* (1). » Cette formule devint sans doute de style dans les actes de donation aux filles et corrigeait heureusement l'article 254.

L'action en réduction des donation est-elle personnelle aux frères ? La jurisprudence admit dès 1633, que les tuteurs des frères mineurs avaient pareil pouvoir. Cette faculté doit être exercée dans l'an et jour du décès des père et mère, l'article 48 du règle-

1. Basnage, sur l'art. 254.

ment de 1666 réclame une formalité préalable : « *Les frères doivent faire inventaire des écritures et des meubles* (1) ; » les sœurs étant appelées suivant la jurisprudence, à peine de nullité de l'inventaire et de l'action. Des arrêts demandaient, en outre, que cet inventaire fut dressé aussitôt après le décès du père par analogie avec l'article 341 qui l'ordonne à l'aîné. Mais la jurisprudence depuis 1664 décide que l'inventaire peut avoir lieu dans l'an et jour du décès, « *tant que les frères n'ont point mis main sur la chose* ».

L'action en réduction a telle force qu'elle permet aux frères de déposséder l'acquéreur des héritages aliénés par la sœur ou son mari, qui venaient du père par donation à la fille mariée.

Les père et mère ont peut-être simplement promis à leurs filles de l'argent ou des meubles. Les frères en sont tenus solidairement, comme de toutes les dettes de la succession, suivant l'article 252. Toutefois l'article 255 réserve aux frères une action en réduction distincte contre ces promesses de meuble. « *Et s'ils ont promis au mariage de leur fille, or, argent ou autre meuble qui soient encore dus lors de leur décès, les enfants ne seront tenus de les payer après la mort desdits père et mère, sinon jusqu'à concurrence du tiers de la succession tant en meubles qu'héritages* (2). »

Cette disposition complète l'article 254 ; elle en

1. Art. 255.

2. Art. 48 du Règlement de 1666.

diffère par : 1° Il n'y a pas de délai fixe comme en cet article pour l'action des frères. *Ils ne seront tenus de payer* ; ces mots donnent aux frères contre les promesses faites aux filles une exception perpétuelle de paiement ; 2° L'article 255 ne donne d'action que pour les promesses de meubles encore dues. On ne réduit pas les donations de meubles payés contrairement à ce qui a lieu pour les héritages. Mais dans l'article 255, on comprend les donations de meubles payées parmi les biens de la succession, dont l'estimation doit déterminer le tiers reçu par les filles.

Les frères qui peuvent ainsi réduire les filles à leur mariage avenant, pourraient être intéressés à offrir partage au lieu de mariage. Basnage soutient que ce droit serait conforme à l'esprit général de la Coutume : celle-ci a exclu les sœurs du partage pour favoriser les frères ; par conséquent, ces derniers devraient pouvoir renoncer à une disposition créée pour leur avantage. Cependant les frères ne prendraient ce parti que pour rendre moins bonne en certains cas la part des filles ; d'ailleurs, la situation modique des sœurs doit leur être absolument garantie, telle que l'a définie la Coutume. L'article 47 du règlement de 1666 a consacré cette opinion : « *Les frères ne peuvent obliger leurs sœurs de venir en partage au lieu de mariage avenant ; mais ils peuvent payer ce qui sera arbitrer pour ledit mariage en héritages ou rentes de la succession (1).* »

1. Art. 47 du Règlement de 1666.

En résumé, les filles mariées par leurs père et mère ne peuvent réclamer de dot si rien ne leur a été ni donné ni promis ; établies par leurs frères dans une situation honorable et digne de leur famille, elles n'ont d'autres prétentions à faire valoir sur les successions paternelles et maternelles.

Si les père et mère laissent en mourant des filles mineures, le frère aîné les garde en tutelle jusqu'à leur âge de 20 ans. Après an et jour de cette date, il doit les marier sans les déparager. Si les sœurs n'ont pas la joie de trouver un mari, elles n'ont droit à partir de 25 ans seulement, qu'à un usufruit égal en valeur au mariage avenant. Celui-ci comprend pour toutes les sœurs, le tiers des biens paternels et maternels ; la propriété de ce tiers revient toujours aux filles lors de leur mariage. Enfin, *« la fille mariée, avenant que les sœurs soient reçues à partage, fait part au profit de ses frères pour autant qu'il eût pu lui appartenir au tiers dû aux filles pour leur mariage, encore qu'il ne lui fût rien dû lors du décès de ses père et mère (1) »*.

Toutes les filles sont donc comptées et la part au tiers de celles qui sont mariées sans dot ou avec une dot minime, n'accroît point à leurs sœurs mais aux frères : disposition qui marque clairement l'idée constante de favoriser les frères aux dépens des sœurs dans les partages.

« La théorie du mariage avenant était une médio-

1. Art. 257.

cre théorie juridique ; elle supposait des calculs embarrassants ; elle était composée de pièces disparates. Le plus ancien droit normand, qui tendait à écarter la fille encore plus qu'on ne l'a fait dans la suite, ne voulait point qu'elle fût cohéritière ou copartageante, mais créancière. Cette règle s'est conservée ; elle a surchargé la liquidation des successions, multiplié les opérations nécessaires : partage entre fils, arbitration de la légitime pour la fille ; et les privilèges accordés à une créancière aussi digne de faveur ont surtout abouti à augmenter les complications (1). »

La situation des filles n'est meilleure que si elles sont réservées à la succession ; nous avons étudié leurs droits dans ces cas exceptionnels. Rappelons les causes qui peuvent ainsi faire admettre les filles à concourir avec leurs frères, pour la part réduite fixée par l'article 362 : « *Les filles succèdent à leur père, s'il les réserve à sa succession (art. 258) comme aussi à celle de leur mère (art. 259) ; si les frères les veulent admettre (art. 258) ; si les frères sont refusant de les marier (art. 264) ; si les frères sont confisqués ou décrétés (art. 263) ; c'est pourquoi il ne faut pas dire que les filles sont incapables de succéder, mais n'y sont pas admises (2).* »

La Coutume a d'ailleurs répété en plusieurs articles que les filles venant seules à succession en l'ab-

1. A. Le Poiltevin. *Des droits de la fille dans la Coutume de Normandie*, p. 108.

2. Basnage, sur l'art. 248.

sence de tout frère, partagent les biens également entre elles.

SECTION II

Situation successorale des Époux

Les filles sacrifiées en Normandie aux mâles de leur famille, n'ont de ressource que dans le mariage. La Coutume sera-t-elle aussi sévère pour établir leurs droits sur les biens de leurs époux ?

Tout d'abord : « *On ne succède pas, en Normandie, unde vir et uxor* », dit Basnage. Nulle part le texte de 1583 ne réglemente les droits successifs réciproques des mari et femme. Il contient seulement sous divers de ses titres plusieurs droits reconnus à l'époux survivant sur les biens du prédécédé. Aux titres des successions aux meubles et acquêts en ligne collatérale et du douaire, la Coutume donne à la femme survivante : 1° une part sur les conquêts du mari ; 2° un douaire ; 3° une part aux meubles du mari.

I. — « *La femme après la mort du mari, à la moitié en propriété des conquêts faits en bourgage constant le mariage, et quant aux conquêts faits en bourgage la femme a la moitié en propriété au bailliage de Gisors, et en usufruit au bailliage de Caux; et letiers en usufruit aux autres bailliages et vicomtés (1).* »

Basnage critique cette institution qui favorise les femmes survivant à leurs époux : « *L'expérience ayant fait voir que le plus souvent que cette riche dé-*

1. Art. 329.

pouille de leurs premiers maris ne servait qu'à les faire passer plus promptement dans un second mariage où elles perdent bientôt tout le souvenir de leurs premières affections (1). »

L'origine de cette part de la femme aux conquêts n'est point gauloise comme on pourrait le croire d'après les Commentaires de César : C'est le douaire que fit naître l'habitude de donner à la femme survivante la moitié des biens possédés par le mari avant le mariage. Basnage fait remonter cette part aux immeubles acquis pendant le mariage, à la loi de Saxons : elle donnait à la femme survivante la moitié de ce que les époux ont amassé en commun.

Les conquêts sont des biens « *immeubles acquis pendant que subsiste la société du mari et de la femme* » (2). L'article 344 normand dit que tous acquêts sont faits propres en la personne de celui qui le premier les possède à droit successif. Il faut donc soustraire au droit de la femme, tous les biens qui sont advenus au mari par succession ou donation, par droit de lignage ou d'hérédité ; de même par définition restent en dehors, tous les biens que l'époux possédait avant le mariage.

Sur les conquêts, la part de la femme survivante diffère en Normandie suivant leur situation en bourgage ou hors bourgage. La Coutume, comme pour la part des filles, est plus large pour les biens situés

1. Basnage, sur l'art. 329.

2. Pesnelle, sur l'art. 323

en bourgages ; elle donne à la femme survivante une moitié en propriété sur cette espèce de biens ; sur les autres seulement un usufruit ; « *Toutes les lois, dit Basnage, ont donné aux femmes une portion des biens nouvellement acquis ; mais les prudents ont pensé que c'était assez les favoriser de ne leur donner que par usufruit pour conserver la propriété à leurs enfants.* » (1)

Par ailleurs, la communauté entre époux n'existe pas en Normandie : « *Les personnes conjointes par mariages ne sont communes en biens, soient meubles ou conquêts immeubles... ains les femmes n'y ont rien qu'après la mort du mari* (2). »

Cependant, pour les conquêts du mariage, la femme a la moitié en propriété des immeubles en bourgage, et de ceux situés en bailliage de Gisors ; ce droit passe même aux héritiers de la femme d'après les articles 331 et 332, car le mari n'en a que l'usufruit sa vie durant, si c'est la femme qui est prédécédée. Si le mari veut retenir ces immeubles, il doit rendre le prix qu'ils ont coûté : « *Il faut en conclure, dit Pesnelle, que ce droit de conquêt est attribué à la femme en conséquence de la société conjugale, qui la rend participante des biens qui sont acquis pendant que cette société subsiste... Ce qu'on doit même juger, de la part qu'elle a aux meubles et aux effets de la succession de son mari, par rapport à la cause qui lui*

1. Basnage, sur l'art. 329

2. Art. 389.

donne le droit d'y succéder après la mort civile ou naturelle du mari (1). »

II. — Art. 392. — *« Après la mort du mari, la femme a le tiers aux meubles, s'il y a enfants de son mari, en contribuant aux dettes pour sa part, hormis les frais des funérailles et legs testamentaires; et s'il n'y en a point, elle y a la moitié aux charges que dessus (2). »*

L'article 393 garantit la moitié au lieu du tiers des meubles à la femme, quand le mari n'a que des filles déjà établies.

Ces deux articles prévoient le cas où la femme accepte les meubles de son mari, car *« la femme peut renoncer à la succession de son mari dans les quarante jours après le décès d'iceluy... auquel cas elle aura seulement les biens paraphernaux et son douaire(2) »*. Ces biens paraphernaux comprennent les meubles servant à l'usage personnel de la femme *« comme seraient lits, robes, linge et autres de pareille nature... pourvu que lesdits biens n'excèdent la moitié du tiers des meubles et néanmoins, où le meuble serait fort petit, elle aura son lit, sa robe et son coffre (art. 395). »*

La Coutume semble ainsi donner à la femme les meubles du mari en qualité d'héritière car elle l'oblige à payer toutes les dettes de la succession du mari et à opter entre une acceptation et une renonciation, conditions habituelles de la qualité d'héritier.

1. Pesnelle, sur l'art. 329.

2. Art. 392.

3. Art. 394 et 395.

III. — Au contraire, le douaire de la femme survivante lui appartient comme droit de viduité. C'est un usufruit qui porte ordinairement sur le tiers des immeubles appartenant au mari lors des épousailles, et de ce qui lui est échu depuis en ligne directe pendant le mariage. On distingue le douaire coutumier et le douaire préfixe ou conventionnel. Les deux se ressemblent en ce que :

1° « *Les deux s'ouvrent par la mort naturelle et civile du mari ; ou quand le mari, par sa mauvaise conduite ou autrement, est dépouillé de ses biens ; ou quand la femme a recours au remède de la séparation soit civile pour pouvoir vivre du revenu de ses biens sans être inquiétée par les dettes de son mari, soit d'habitation et de corps pour éviter la continuation des mauvais traitements et violences de son mari* (1).

2° L'un et l'autre douaire « *se gagnent au coucher* (2) », c'est-à-dire quand le mariage est sensé consommé. De là vient l'usage conservé jusqu'à nos jours chez les paysans normands, de conduire les jeunes époux sur le lit nuptial pour attester devant la famille et les amis que la femme a bien gagné son douaire !

3° Les deux douaires ne sont dus que du jour où ils sont demandés sauf stipulation contraire (art. 367).

4° La dot ne diminue pas le douaire (art. 69 et 70 du Règlement de 1666).

5° Les aliénations du mari des biens sur lesquels porte le douaire de la femme ne le diminue pas.

1. Pesnelle. Introduction au titre : *Du Douaire*.

2. Art. 367.

Les douaires coutumier et conventionnel comportent aussi des différences quant à leur origine d'abord, légale pour l'un, privée pour l'autre d'après une convention verbale ou écrite ; ensuite quant à leur étendue : le douaire coutumier a une quotité fixe, le tiers des immeubles du mari, antérieurs au mariage, en usufruit ; le douaire conventionnel au contraire peut être un usufruit ou bien un capital exigible à la mort du mari ou une pension annuelle ; l'usufruit convenu par les parties peut avoir moindre étendue que le tiers des immeubles du mari au jour du mariage. Mais les conventions ne sauraient dépasser la quotité fixée par la Coutume. Il en va de même pour la part de la femme survivante sur les conquêts du mariage : cette part et le douaire sont limités par les articles où la Coutume a elle-même tracé les droits des femmes survivantes.

En regard de cette situation des femmes, voyons quelle est celle du mari survivant : *« homme ayant eu enfant né vif de sa femme, jouit par usufruit tant qu'il se tient en viduité, en tout le revenu appartenant à ladite femme lors de son décès, encore que l'enfant soit mort avant la dissolution du mariage et s'il se remarie il n'en jouira que du tiers (1) »*.

L'usufruit du revenu des biens de la femme décédée est donc subordonné à plusieurs conditions ; le mari n'en jouit que s'il a eu un enfant né vif. Quand l'usufruitier se remarie, il perd les deux tiers de son

1. Art. 382.

usufruit. Par ailleurs ce droit ne porte pas seulement sur une partie des biens de la femme décédée, comme un douaire, mais sur tout le patrimoine. L'article 383 établit cet usufruit non seulement au préjudice des enfants de la femme, mais de tous les droits des seigneurs de fiefs. Par contre, le mari est obligé à toutes les charges de son usufruit comme la douairière, mais en plus, il nourrira et fera instruire les enfants de sa femme, quoique nés d'un précédent mariage, s'ils n'ont pas de ressources personnelles ; il contribuera également au mariage des filles.

Ces droits respectifs des époux sur les biens du survivant leur tiennent lieu en Normandie d'ordre successoral et complètent les dispositions de la Coutume quant aux diverses classes d'héritiers.

CHAPITRE IV

Réserves. Légitime. Rapports

La Coutume normande a conçu un système successoral dominé par le souci de l'intégrité des maisons, autant qu'il est humainement possible de la réaliser. Pour atteindre « cette fin politique » elle heurte en maints endroits les sentiments d'équité et d'affection paternelle : nous l'avons vue poursuivre les filles de ses constantes défaveurs dans tous les ordres d'héritiers ; limiter strictement la dévolution des propres aux seuls parents lignagers en excluant les autres membres de la famille, en face même des seigneurs. Le régime successoral normand se poursuit jusqu'au bout, avec une admirable unité de vue pour maintenir la force et la grandeur des familles. Tout le reste est sacrifié.

Ayant édifié cette sévère construction, la Coutume devait craindre que la volonté de l'homme n'y fit des brèches. Les parents seraient d'autant plus tentés d'échapper aux duretés de la Coutume qu'ils étaient plus blessés dans leurs sentiments naturels et leur affection familiale. Ils voudront briser la loi des propres et donner à leurs proches parents non lignagers,

des biens destinés par succession à un lointain collatéral, peut-être même au seigneur suzerain. Les père et mère chérissant également tous leurs enfants, essayeront de tourner les sévérités coutumières pour leurs puînés et leurs filles, en les gratifiant d'une libéralité testamentaire ou entre vifs, qui rétablisse l'égalité des partages.

On peut penser que l'affection humaine cherchera tous les moyens pour tempérer le rigorisme de la Coutume normande ; celle-ci l'a parfaitement deviné. Par avance elle a défendu son œuvre et jalousement empêché l'individu de substituer un ordre successoral de son choix aux principes établis par elle. La Coutume atteint ce but en restreignant énergiquement le droit de disposer par testament ou donation entre vif et en commandant une égalité stricte entre les co-héritiers.

Le testament, acte de dernière volonté, n'ayant d'effets juridiques qu'après la mort de son auteur, n'a jamais eu en pays coutumier l'importance capitale de cette institution en droit romain : *L'institution d'héritier n'a lieu par testament* est un principe commun à toutes les Coutumes, en Normandie comme à Paris.

Cette défaveur semble remonter aux idées germaniques ; Tacite a constaté l'ignorance du testament chez les Germains : *Heredes successorisque sui cuique liberi et nullum testamentum*. On a soutenu très nettement que l'acte de dernière volonté, révocable, et n'ayant d'effets qu'après la mort, disparut ainsi de

la France coutumière du ^{vi}^e au ^{xi}^e siècle (1). On le vit renaître seulement à l'époque des Croisades, sous l'influence du droit romain et de l'Église. *« Il ne faudrait pas croire que l'histoire du testament, du V^e au XVI^e siècle, se borne à constater un affaiblissement lent et continu de ce grand acte romain, pour l'amener peu à peu à cette donnée réduite du XVI^e siècle. Elle a été autrement complexe. La vérité est que le testament a subi une longue éclipse, pendant plusieurs siècles après les invasions, et qu'il fut remplacé dans cette période, par des dispositions intuitu mortis, bien différentes, telles que la donation post obitum qui a tenu grande place au Moyen Age, mais dont le caractère était bien plutôt celui d'un acte conventionnel et irrévocable. Le testament comme acte personnel et irrévocable, n'a reparu que vers la fin du Moyen Age, au XI^e siècle, et d'abord pour répondre à des inspirations et à une direction nouvelle de piété religieuse (2). »*

La Coutume normande plus voisine qu'aucune autre des idées germaniques, en accueillant l'acte testamentaire, lui a fixé des bornes très étroites : *« La règle générale, dit Pesnelle, est qu'on ne peut donner par testament, ni aucun acte réputé testamentaire, comme est la donation à cause de mort, aucune partie des immeubles qu'on possède par droit successif, ni plus du tiers des biens qui sont réputés*

1. V. thèse de M. Auffroy. Paris 1899. *Évolution du Testament des origines du XIII^e siècle.*

2. Ch. Lefebvre. *L'ancien Droit des successions*, p. 183.

acquêts ; de sorte que... toute la faculté qu'on a de tester est des meubles et de la tierce partie des acquêts (1). »

En somme, la plus grande partie des valeurs patrimoniales ne saurait être l'objet de dispositions testamentaires, à savoir : Tous les biens propres, les deux tiers des immeubles acquêts (art. 422, 427, 428). Cette disposition ne vise cependant que l'homme non marié et qui n'a pas d'enfants, car le mari ayant enfants ou le père naturel voient encore réduire davantage leur liberté testamentaire. Ils ne peuvent disposer d'aucune partie de leurs immeubles ni de leurs meubles, sinon d'un tiers ou de la moitié, suivant la distinction faite par l'article 419 : « *Le testateur ayant enfants vivants, ou descendants d'eux habiles à lui succéder lors de son décès, ne peut disposer de ses meubles par testament, en plus avant que d'un tiers, sur lequel tiers sont portés les frais des funérailles et l'acte testamentaire* (art. 418) (2). » « *Néanmoins, s'il n'y a que des filles déjà mariées et qu'il soit quitte de leur mariage, il peut disposer de la moitié et l'autre moitié appartient à sa femme* (art. 419). » « *Et où la femme serait prédécédée, il peut disposer du tout* (art. 420). »

Pesnelle remarque que ces articles montrent combien est bornée la puissance du tester ; quand le testateur a des descendants de lui, habiles à recueil-

1. Pesnelle, Introduction au titre : *Des Testaments*.

2. Art. 418, 419, 420.

lir la succession : le tiers seul des meubles est disponible et même ce tiers supporte les frais des funérailles et les legs faits par le testateur.

Ces articles délimitent la faculté de tester pour les hommes ; les femmes non mariées peuvent tester de même pour le tiers de leurs acquêts et leurs meubles. Au contraire « *la femme mariée ne peut tester d'aucune chose, s'il ne lui est permis par son mari, ou que par son traité de mariage, il soit ainsi convenu* » (1). Mais, quand la femme peut faire un testament, elle ne peut disposer que du tiers de ses meubles, si elle a des enfants ; et les frais de funérailles et legs testamentaires doivent être supportés par ce tiers, par analogie avec l'article 418 qui dispose ainsi pour les hommes.

En somme, la Normandie traite le testament avec une défaveur marquée ; cette restriction de la liberté testamentaire, dépasse en rigueur les dispositions des autres pays coutumiers. A Paris le testateur peut disposer sans conteste, en tous cas, qu'il soit marié ou célibataire, de tous ses meubles et de tous ses acquêts. La Coutume parisienne réserve contre les legs, seulement aux parents lignagers, les quatre cinquièmes des seuls biens propres, pour les maintenir dans la dévolution *ab intestat*.

«... Dès le XIII^e siècle, dans les premiers coutumiers, nous constatons en même temps que la pratique admise du testament, la règle donnée déjà comme tra-

1. Art. 417.

ditionnelle, qu'il n'est permis d'entamer par legs qu'une faible partie des biens patrimoniaux... C'est entre le X^e et XII^e siècles que la réserve lignagère est née en Coutume et plutôt vers la fin de cette période... époque où se dégagèrent en règles précises la grande donnée coutumière des propres qui tenait de si près à toute l'organisation familiale et foncière de la société féodale. L'idée que de tels biens devaient être fidèlement transmis aux descendants, et à leur défaut, aux parents de lignage, se manifeste à travers les chartes..., c'est le sentiment général de toute cette société qui va se traduire en coutumes diverses suivant les régions (1). »

La Coutume normande réserve la totalité des biens propres ; de plus, le tiers des acquêts, ou même leur totalité, en face de descendants du testateur. La volonté de garantir l'ordre légal des successions contre les dispositions testamentaires, explique seule cette extrême rigueur. La Coutume impose l'autorité de ses principes, défend qu'on y déroge, avec des expressions claires et énergiques : « *Nul ne peut disposer de son héritage et biens immeubles tenant nature d'iceux, par donation à cause de mort, ni par testament, ni en son testament, encore que ce soit par forme de donation ou autre disposition entre-vif, ou que ce fut en faveur des pauvres, ou autres cas pitoiables* (2). »

1. Ch. Lefebvre. *L'Ancien Droit des Successions*, p. 240.

2. Art. 427.

La Coutume réunit dans ses prohibitions, les dispositions à cause de mort au testament : « *La marque la plus certaine des donations à cause de mort est quand le donateur aime mieux avoir la chose que le donataire l'aye ; quoiqu'il aime mieux que le donataire ait cette chose que son héritier ; d'où procède que les donations à cause de mort sont toujours révoques par le donateur... En pays coutumier, la puissance de disposer par testament étant extrêmement resserrée, et d'ailleurs la faculté de donner entre-vif ayant beaucoup plus d'étendue, on n'a pas dû laisser aux particuliers le pouvoir de nommer avec effet leurs actes de dernière volonté, donations entre vifs (1).* »

Aussi en Normandie les donations faites par les personnes mourantes sont réputées à cause de mort et actes testamentaires ; à moins qu'elles ne soient faites devant « les tabellions quarante jours avant la mort du donateur et insinuées dans lesdits quarante jours (art. 447). »

La Coutume poursuit ainsi de sa défaveur les actes testamentaires qui se dissimuleraient sous la forme de donations entre vifs.

Ces dernières libéralités sont frappées de restrictions moindres que le testament en Normandie. La faculté de donner son bien de son vivant fut toujours une idée familière aux peuples d'origine germanique. Les Francs acclimatés en Gaule, se montrèrent généreux de leurs dons envers les églises et couvents ;

1. Pesnelle, sur l'article 427.

si prodigues même que les familles, dépouillées par leurs largesses, élevèrent d'énergiques protestations. Les capitulaires de Charlemagne font état de ces donations; et sous la force de l'opinion publique au x^e siècle apparut la *laudatio parentum*. Les proches parents, héritiers du donateur, confirmaient la donation entre vifs en intervenant dans l'acte. Le besoin de soustraire les patrimoines aux libéralités excessives faites aux églises et couvents sous les Mérovingiens, contribua sans doute pour beaucoup à préciser les droits du lignage, et à fixer la grande loi des propres: *paterna paternis, materna maternis*.

La Coutume normande conserve toujours ici sa volonté de sauvegarder les droits de la famille, mais elle ne peut sacrifier autant que le testament, les donations entre vifs ancrées dans les mœurs. Elle permet donc de donner entre vifs la totalité des meubles, mais elle réserve aux héritiers contre ces libéralités, les deux tiers de tous les immeubles. « *Personne âgée de vingt ans accomplis, peu donner la tierce partie de son héritage et biens immeubles, soient acquêts, conquêts ou propres, à qui bon lui semble, par donation entre vif (1).* »

Lorsque le donateur n'a point diverses sortes d'héritiers, les uns aux propres, les autres aux acquêts, il peut « *donner la totalité des acquêts et des conquêts immeubles jusqu'à concurrence du tiers de tous les biens du donateur (2).* »

1. Art. 431.

2. Art. 440-441.

« Néanmoins où il y aurait divers héritiers aux propres et aux acquêts et conquêts, la donation de la totalité desdits acquêts et conquêts ne vaut que pour le tiers desdits acquêts et conquêts (art 440). »

« Celui auquel la donation a été faite du tiers de tous les biens doit avoir la tierce partie du propre et la tierce partie des acquêts et conquêts du donateur (art 441). »

En sorte que, si le donateur donne un tiers ou un quart de ses immeubles, cette libéralité s'exécutera en partie sur les propres, en partie sur les acquêts ; si au contraire le donateur a disposé d'une terre, d'une maison déterminée, par exemple, dont la valeur excède celle du tiers des propres ou des acquêts, la donation dépassera la quotité permise par nos articles. « La Coutume a voulu réserver à chaque genre d'héritiers le deux tiers des biens qui lui peuvent échoir par succession, à l'exclusion des donataires. »

Pour protéger ce droit, « les héritiers peuvent révoquer les donations faites contre la Coutume dans les dix ans du décès du donateur, s'ils sont majeurs, et dans dix ans du jour de leur majorité ; autrement ils n'y sont plus recevables (1). »

La Coutume de Paris ne protège pas aussi efficacement les droits des héritiers : la réserve des quatre cinquièmes des biens propres ne limite que les legs du *de cuius* ; à Paris, celui-ci pouvait donner entre vifs non seulement ses meubles mais tous ses

1. Art. 435

acquêts. Le principe de l'irrévocabilité des donations est l'unique frein à ces libéralités entre vif.

« *Donner et retenir ne vaut rien* (1) », dit également l'article 444 de la Coutume normande ; mais celle-ci a par ailleurs réservé entre vif les deux tiers de tous les immeubles propres et acquêts.

La Coutume ne s'est pas contentée de protéger ainsi les héritiers contre les libéralités testamentaires et entre vifs faites par un *de cujus* à des étrangers, elle a voulu l'égalité stricte entre les co-héritiers, dans les limites où elle a tracé les principes du partage. « *Père et mère par leur testament, ne peuvent donner de leurs meubles à l'un de leurs enfants plus qu'à l'autre* (art. 424). » Et l'article 434 : *Le père et la mère ne peuvent avantager l'un de leurs enfants plus que l'autre soit de meubles, soit d'héritage ; pour ce que toutes donations faites par les pères ou mères à leurs enfants sont réputées comme avancement d'hoirie* (2). »

C'est le principe du rapport obligatoire ; la Coutume normande veut l'égalité stricte entre les descendants, contrairement aux Coutumes du Berry, du Bourbonnais, du Nivernais, qui admettaient la possibilité d'avantage préciputaires. Bien plus, le donataire normand ne peut renoncer à la succession pour s'en tenir à son don. Il n'a pas le choix de rapporter en venant à la succession, ou de retenir sa libé-

1. Art. 444.

2. Art. 424 et 434.

ralité en abandonnant la succession. La Coutume de Paris par son article 307 admettait au contraire cette faculté en faveur des descendants ; la Coutume normande la repousse, dans son désir de maintenir les partages entre les limites qu'elle a tracées.

Un cas particulier de rapport est signalé par l'article 260 : « *Fille réservée à succession de ses père ou mère doit rapporter ce qui lui a été donné ou avancé par celui à succession duquel elle prend part ; ou moins prendre (1).* »

Cette disposition est basée sur l'équité car la fille peut avoir reçu pour son mariage des biens représentant le tiers des successions paternelle ou maternelle. Il ne serait pas juste que la réserve à succession du père donnât à la fille le double avantage d'avoir reçu son mariage avenant et de partager pour un tiers avec ses frères. De même, un autre cas de rapport découle de l'article 257, par lequel les frères profitent de la part des filles mariées, lorsque leurs sœurs sont reçues à partage. Les frères ne peuvent se prévaloir de cet article qu'à la condition de rapporter ce que leur sœur mariée a reçu en dot, dans les limites toutefois de la légitime des filles, c'est-à-dire leur part aux tiers de la succession.

Cette impossibilité d'être donataire et héritier en même temps s'étend même en Normandie à tous les héritiers quels qu'ils soient. « *Et s'il y a plusieurs héritiers, il leur peut donner à tous ensemble, mais*

1. rAt., 260.

ne peut avantager l'un plus que l'autre, comme il a été dit ci-dessus (1). »

Ce qui doit s'entendre toutefois, dans chaque catégorie de biens. On peut donner une partie des acquêts, malgré cet article, à celui qui est seulement héritier aux propres, ou une partie du propre à celui qui est héritier aux acquêts, ainsi que l'article 93 du règlement de 1666 l'a précisé. Par conséquent, l'héritier du propre paternel peut être donataire du propre maternel, bien que des auteurs aient voulu contester cette possibilité, pour ne point faire passer les biens d'une ligne à l'autre ; car d'après les principes coutumiers, ces deux classes d'héritiers sont étrangères l'une à l'autre ; ils ne partagent point ensemble, par suite ils ne sont pas soumis à l'article 433. En fait l'égalité stricte entre co-héritiers, réalisée par le rapport obligatoire en Normandie n'a lieu qu'entre les descendants. L'article 300 de la Coutume de Paris : « *Aucun ne peut être héritier et légataire du défunt ensemble (2) »*, ne s'applique pas en Normandie aux collatéraux. Au contraire, l'article 425 normand décide : « *Et quant aux autres personnes qui n'ont d'enfants ils pourront donner à leurs héritiers ou autres personnes telle part de leur meuble que bon leur semblera (3).* »

Dès lors en ligne collatérale, on peut être héritier et légataire ou donataire de la même personne.

1. Art. 433.

2. Art. 300 de Paris.

3. Art. 425.

« Un héritier soit aux propres et aux acquêts, soit en l'une de ces sortes de biens, peut être légataire ou donataire entre-vifs de tous les meubles ; et un héritier des propres peut être légataire de tous les meubles, et de la tierce partie des acquêts, laquelle même lui peut être donnée par donation entre-vifs : mais un héritier aux acquêts ne peut être légataire des propres parce qu'on n'en peut disposer par testament, mais il peut être donataire entre-vifs du tiers des propres et légataire de tous les meubles (1). »

La Coutume normande s'est donc préoccupée avant tout de prévenir les libéralités des parents contraires aux principes coutumiers des partages entre les seuls descendants. Du même coup elle garantit au descendant et même à tous les héritiers, une réserve énergique de leurs droits successoraux contre toutes libéralités testamentaires et entre vifs.

La Coutume de Paris établit en faveur des lignagers, sa réserve des quatre cinquièmes des propres, contre les legs du *de cujus* ; mais aucune disposition ne limite à Paris les donations entre vifs. Par suite, la Coutume parisienne, assure aux descendants une légitime égale à la moitié de leur part *ab intestat* sur le patrimoine du défunt. Cette légitime, imitée du droit romain, n'était garantie d'ailleurs qu'aux seuls descendants venant à la succession. En Normandie pareille légitime n'a pas lieu ; nous y trouvons seulement le douaire des enfants ou légitime coutumière,

1. Pesnelle, Introduction au titre : *Des Donations*.

mais qui n'a de commun que le nom avec la légitime parisienne, moitié de la part *ab intestat* des descendants.

« *La propriété du tiers de l'immeuble destinée par la Coutume pour le douaire de la femme est acquise aux enfants du jour des épousailles, et en ce pour les contrats de mariage qui se passeront par cy après; et néanmoins la jouissance demeure au mari, sa vie durant, sans toutefois qu'il le puisse vendre ou gager, ni hypothéquer ; comme en pareil cas les enfants ne pourront vendre, hypothéquer ou disposer dudit tiers avant la mort du père, et qu'ils aient tous renoncé à la succession (1).* »

Cette légitime coutumière normande est appelée douaire ou tiers légal, par analogie avec le douaire des femmes ; elle a été introduite, dit Pesnelle, par la Coutume réformée. De même, à Paris, les descendants bénéficiaient du *devoir coutumier*. Mais ces institutions n'ont rien de commun avec la véritable légitime, part de la succession *ab intestat*, admise à Paris, ignorée en Normandie. La sage Coutume n'avait pas besoin d'établir une protection spéciale pour les descendants ; l'ensemble de ses réserves, beaucoup plus étendues qu'à Paris, avons-nous vu, garantissait aux descendants mieux que la moitié de leur part *ab intestat*. Car on ne peut léguer la moindre partie de ses propres, et pas davantage que le tiers de ses acquêts ; en face de descendants, rien autre chose que

1. Art. 399.

le tiers des meubles ; on peut donner entre vifs tous ses meubles, mais seulement le tiers des acquêts et des propres.

C'est donc la majeure partie des successions *ab-intestat* et non une part, variable suivant le nombre des descendants, que la Coutume conserve aux enfants et même à tous héritiers. En Normandie, la dévolution légale des successions ne peut être grandement bouleversée par l'exercice du droit de disposer. La Coutume a parfaitement défendu son système contre la volonté des hommes.

CONCLUSION

Ce qui frappe dans l'étude des successions en Normandie, c'est une dévolution très distincte pour les propres et les acquêts, et une indivisibilité rigoureuse des fiefs. La Coutume s'attache plus soigneusement que celle de Paris à conserver l'intégrité des maisons. D'après l'esprit coutumier, qui reflète le caractère de la race, le Normand se révèle un propriétaire foncier, jaloux avant tout d'agrandir et de conserver en un bloc toutes ses terres de famille. Et, c'est un fait curieux de constater l'enracinement profond dans le sol normand, des pillards du ix^e siècle qui tout d'abord avaient dévasté sans pitié les rivages de la Manche.

Nulle autre Coutume, pour maintenir dans la famille les terres des ancêtres, ne donnait aux mâles pareilles prérogatives. C'est que par ailleurs la Coutume est pénétrée d'esprit féodal ; le seigneur de fief, avec son château bien armé et ses gens de guerre, tient une place essentielle dans la vie normande ; il répond à l'appel du duc pour partir à la conquête des côtes anglaises ou guerroyer contre le roi de France ou se battre aux marches de Bretagne. C'est pourquoi la transmission féodale aux héritiers des vassaux, ne

doit pas entamer la puissance militaire, dont profite le seigneur suzerain ; il ne faut pas que le fief tombe dans l'indivision entre les fils, que la petite armée soit morcelée en plusieurs bandes, sans unité militaire : le droit d'aînesse repose sur ces raisons sociales commandées nécessairement par la féodalité.

Mais quand, au xv^e siècle, le système féodal s'écroula sous les coups des rois de France, ces principes parurent de jour en jour plus arbitraires et moins utiles. Les idées d'égalité dans les partages de succession, n'avaient pu être étouffées qu'à demi par les lois politiques. La renaissance du droit romain leur fournit l'occasion attendue de prendre enfin leur revanche : les juristes ne trouvant pas dans le droit de Justinien pareils privilèges pour les aînés, ni telles défaveurs pour les filles, l'étude du droit civil devait favoriser un retour vers l'égalité dans les partages. D'ailleurs, la misère des cadets de Normandie, déshérités par la Coutume, et voués à une existence d'aventuriers, le sort des filles, destinées souvent par volonté paternelle à la solitude du cloître, toutes ces conséquences forcées des principes normands firent naître peu à peu dans les familles, une sourde haine contre ces dispositions.

A la fin de l'Ancien Régime, la France ne voyait plus que les abus criants du système successoral créé au Moyen Age. Les cahiers des États Généraux de toutes les provinces réclamaient absolument la suppression complète de toute dévolution spéciale aux biens nobles. « *Nous avons parcouru le recueil de*

M. Hippeau, intitulé : Les cahiers de 1789 en Normandie (Paris, 2 vol. 1869). *Le passage le plus positif est le suivant : « Demandent les paroissiens et habitants de Saint-Germain-la-Campagne... 13° l'égalité aux filles et garçons dans les successions, sans préciput (t. II, p. 100) (1). »*

Aussi, la loi du 15 mars 1790, en écartant des successions les préciputs en fiefs, fut accueillie comme une délivrance : les droits d'aînesse et privilèges de masculinité sur les tenures nobles, survivances d'un passé militaire mort depuis longtemps, furent ainsi bannis eux-mêmes des principes du partage.

Il restait la grande loi des propres : malgré la chute du système féodal, elle conservait bien quelque raison d'être dans les transmissions successorales. L'idée de maintenir dans les familles les biens venus des aïeux, répondait à un sentiment profond et largement humain. L'état des esprits sur cette question, en 1789, prouve combien la notion des propres était implantée dans la société française. Les cahiers des États Généraux ne contiennent guère de plaintes contre la dévolution coutumière des propres.

En Normandie tout spécialement, on craint de toucher à l'ordre séculaire des dispositions de la sage Coutume : « La paroisse de Cherbourg demande qu'aux États généraux, on ne puisse anéantir ni altérer la charte normande, ni les us et coutumes de cette

1. Cité par A. Le Poittevin. *Les Droits de la fille en Normandie*, p. 108.

province, sans le consentement des députés de Normandie. » De même, à l'Assemblée Constituante, les avis des députés normands furent très partagés. « Achard de Bonvouloir, député de la Noblesse des bailliage de Coutances, déclare que « l'universalité des ci-devant Normands » se refuserait à accepter une loi qui tendait « à détruire principalement la Coutume de la ci-devant province de Normandie », et qu'il était chargé de présenter diverses adresses en ce sens, envoyées du département de la Manche.

Pouret-Rouquerie, député du Tiers-État du même bailliage affirme au contraire que le département de la Manche recevrait une loi sur les successions « avec autant de reconnaissance qu'il a reçu celles qu'on été décrétées par l'Assemblée Nationale (2) ».

Les lois de la Constituante et de la Législative n'abolirent pas les droits du lignage. En Normandie seulement à cause de sa préférence masculine dans la dévolution des propres, la loi du 8 avril 1791 entraîna un certain changement sur ce point ; elle réalisa l'égalité dans les partages ; l'exclusion légale des filles par leurs frères ne put désormais avoir lieu, en tous biens nobles et roturiers : de sorte que l'article 248 normand était supprimé avec toutes ses conséquences : « *En successions de propres, tant qu'il y a mâles et descendants de mâles, les femelles et descendants de femelles ne succèdent point.* »

1. Cité par Le Poittevin, *codem loco*, p. 108.

2. Cité par Porquet, Thèse. *Le Droit d'aînesse en Coutume de Normandie*, p. 86.

De ce fait, la Coutume normande voyait renverser un de ces principes essentiels. La suppression de la distinction des propres et des acquêts fut réalisée par la loi du 17 nivôse an II : désormais on ne séparera plus les biens de succession en diverses classes suivant leurs origines, pour les assurer à des ordres d'héritiers distincts ; l'unité du patrimoine domine la transmission des biens ; l'idée d'assurer une grande force aux familles paraît néfaste aux réformateurs du droit successoral. Ce qu'ils désirent, c'est au contraire le morcellement des fortunes, en vertu d'un principe égalitaire poussé à l'excès, complètement opposé aux tendances coutumières normandes.

Mais cette même loi du 17 nivôse an II, pour réaliser ce partage égalitaire, emprunta certaines dispositions à la Coutume de 1583 ; aussi la loi révolutionnaire confère aux collatéraux une préférence sur les ascendants dont ils descendent. L'article 241 de Normandie excluait de même les ascendants au bénéfice de leurs descendants en ligne directe. La loi de nivôse fait servir cette disposition à ses idées politiques : elle favorise les nouvelles générations, élevées dans les principes de 1789 au détriment des parents encore imbus de l'esprit de l'Ancien Régime.

De même, cette loi admet la représentation à l'infini en ligne collatérale, comme l'article 248 normand l'établissait pour les propres. Tandis que cette disposition, combinée en Normandie, avec les autres maximes de la Coutume, tendait au maintien de l'u-

nité des héritages, dans la loi de nivôse elle amène une division très grande des patrimoinés par des fentes et des refentes dans les lignes paternelle et maternelle.

C'est un fait curieux à constater que des moyens juridiques semblables aient été employés, à des siècles de distances, au service de causes mortellement ennemies, par des hommes d'un esprit aussi opposé qu'il est possible de le concevoir.

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le Président de la thèse
LEFEBVRE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
Aperçu historique de l'établissement du duché de Normandie. Tendances féodales et terriennes de l'esprit normand.	5-9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	
Définition des diverses catégories de biens qui peuvent composer une succession. Biens propres et acquêts, fiefs et rotures, bourgages et ménages. . . .	10-18
CHAPITRE PREMIER	
Les Descendants	
Partage de la succession entre fils. Inégalités du partage ; le droit d'aînesse : 1° Saisine de l'aîné de toute la succession ; 2° tutelle de l'aîné ; 3° préciput en fiefs. Étendue de ce préciput, comparaison avec la Coutume de Paris. Nature de ce préciput. Garanties de ce préciput ; 4° préciput roturier.	19-29
Effets de l'option des préciputs sur les partages entre fils. Situation des Cadets de Normandie	30-32
Exclusion des filles par leurs frères. But et origines de cette loi	32-35
Partage égal de la succession entre filles. Représentation en faveur des filles.	36-38

Réserve à partage des filles par leurs père et mère. Origines et effets limités de ce rappel à succession. Droits des filles réservées sur les bourgages, les ménages, les fiefs et les rotures	38-43
Vue d'ensemble sur la dévolution en ligne directe . .	44

CHAPITRE II

Ascendants et Collatéraux

I. — Ascendants

Exclusion des ascendants au profit de leurs descendants.	
Origines. Comparaison avec Paris	45-49
Règle du lignage : <i>Paterna paternis ; materna maternis</i> .	
Portée de ce principe en Normandie, comparaison avec Paris. Origines germaniques et féodales de la loi des propres.	50-53
Préférence pour les mâles dans les biens propres et pour les ascendants paternels dans les meubles et acquêts	54-56

II. — Collatéraux

SECTION I

Dévolution des Propres.

Distinction des collatéraux lignagers. Diversité des Coutumes ; système spécial à la Normandie. . . .	56-63
Préférence pour les mâles et les descendants de mâles.	
La représentation de sexe à l'infini dans la dévolution des propres. Caractère original de cette disposition normande. Son but. Comparaison avec le privilège de masculinité parisien	63-69
Droit d'aînesse en ligne collatérale, dans les fiefs, propres et acquêts. Étendue et nature de ce droit. Ses restrictions. Représentation au droit d'aînesse pour les propres et les acquêts. Différences	70-74

SECTION II

Dévolution des Acquêts.

- Exclusion des sœurs par leurs frères, des femmes par les mâles en parité de degré. Différences de cette représentation de sexe, avec celle usitée en propres. 75-78
- Représentation collatérale avec meubles et acquêts. Ses limites. Comparaison avec Paris. Nature juridique du droit de représentation. Ses effets restreints. 78-84
- Préférence pour les parents paternels du défunt, en face des maternels. Origines 85-87
- Combinaison de ces maximes diverses avec l'option des préciputs en ligne collatérale. Effets de l'option préciputaire en ligne directe sur les droits successoraux en la collatérale. 87-92

CHAPITRE III

Le mariage des filles.

Situation successorale des époux

I. — Mariage des filles

- 1^o Fille mariée par ses père ou mère. Sa dot. Tendances de réaction de la pratique. Don ou promesse des parents au mariage de leur fille. Garanties de la dot 93-101
- 2^o Fille mariée par ses frères. Garde des filles par l'aîné, jusqu'à vingt ans. Obligation de doter. Garanties de la dot 101-105
- 3^o Fille mariée par un conseil de famille ou les tuteurs des frères. Mariage avenant. Usufruit à partir de vingt-cinq ans. Propriété lors du mariage. Définition du mariage avenant, légitime des filles. Estimation des biens sur lesquels est établi ce mariage avenant et sa liquidation. 105-113
- 4^o Action en réduction des frères contre les donations de biens propres aux filles mariées par leurs père

ou mère; action en réduction contre les promesses de meubles encore dues	113-117
Vue d'ensemble sur la situation successorale des filles.	

II. — Situation successorale des époux

La femme mariée jouit après la mort de son mari:	118-120
1° D'une part variable sur les conquêts du mariage. Ori- gines et nature de ce droit.	120-123
2° D'une part variable sur les meubles du mari. Nature de ce droit	123-124
3° D'un douaire. Douaires coutumier et conventionnel. Leurs différences et leurs rapprochements. . .	124-125
Le mari survivant jouit d'un usufruit sur la généralité des biens de sa femme: Conditions et étendue de ce droit.	126

CHAPITRE IV

Réserves. Rapports. Légitime

I. — Réserves

Énergique réserve en faveur des héritiers en Normandie, par restriction des droits de disposer par testament et donation	127-128
Limites du droit de tester. Origines de la défaveur nor- mande pour le testament. Étendue. Dispositions à cause de mort. Comparaison avec Paris . .	128-133
Limites des donations entre vifs, donations d'immeubles. Comparaison avec Paris	133-136

II. — Rapports

Égalité stricte entre les descendants en Normandie. Différences avec Paris, sur la possibilité d'être hé- ritier et légataire du défunt en même temps. Rap- port des filles dotées réservées à partage . .	136-139
---	---------

III. — Légitime

Absence de légitime romaine en Normandie. Comment les descendants y sont plus énergiquement protégés qu'à Paris	139-142
---	---------

CONCLUSION

Défauts de cette dévolution successorale normande. Sa chute. Suppression des droits d'aînesse, de la loi des propres. Loi de nivôse an II. Nivellement des partages	142-147
--	---------

